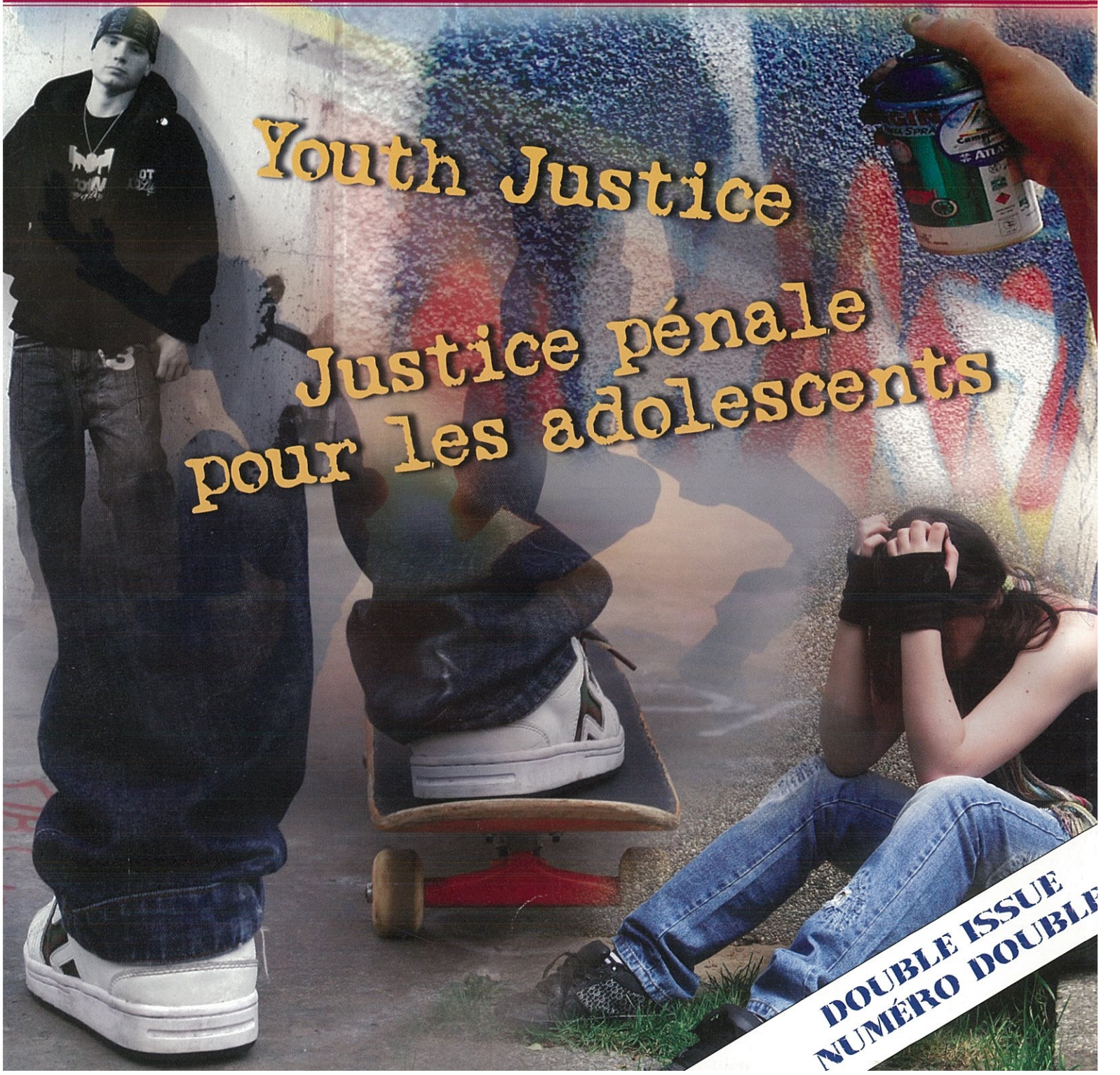
JUSTICE Report

Actualités

Association canadienne de justice pénale
Canadian Criminal Justice Association
Volume 23 Nos. 2 – 3
Spring & Summer / Printemps et été 2008



Youth Justice

Justice pénale pour les adolescents

DOUBLE ISSUE
NUMÉRO DOUBLE

contents/sommaire

1 *Editorial*
Irving Kulik

1 *Highlights of Proposed By-Laws Changes*

2 *Éditorial*
Irving Kulik

3 *Faits saillants des modifications proposées aux Règlements*

4 *Looking Back on Time: Young Offenders Legislation*
Irving Kulik

14 *Plus ça change... Évolution des lois relatives à la justice des mineurs*
Irving Kulik

26 *Youth Justice...*

35 *Building Quality from Within: Just-In-Time Evaluations at the NCPC*
Donna Smith-Moncrieffe, Claude Lauzon, Denis Jobin

40 *Développer la qualité de l'intérieur : le modèle de l'évaluation « Juste-à-temps » au CNPC*
Donna Smith-Moncrieffe, Claude Lauzon, Denis Jobin

45 *Le sport soustrait au Code?*
Laurent Laplante,

48 *News From Affiliates*

49 *Coming Events/ Prochains Évènements*

JUSTICE Actualités Report

Volume 23 Nos. 2 – 3 Spring & Summer / Printemps et été 2008

JUSTICE REPORT carries information of value to Association readers and the public interested in matters related to the administration of justice in Canada. Opinions expressed in this publication do not necessarily reflect the Association's views, but are included to encourage thought and action on the criminal justice system throughout Canada. For more information on the activities of the CCJA, please contact:

ACTUALITÉS-JUSTICE renferme des renseignements utiles aux lecteurs de l'Association et au public qu'intéressent les questions relatives à l'administration de la justice au Canada. Les opinions qui sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Association, mais y figurent afin d'encourager à réfléchir et à agir sur la justice pénale dans tout le Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les activités de l'Association, veuillez communiquer avec:

Canadian Criminal Justice Association
Association canadienne de justice pénale
1750 Courtwood Crescent, #308, Ottawa, Ontario, Canada K2C 2B5
Telephone/Téléphone: (613) 725-3715
FAX/Téléc. : (613) 725-3720 E-Mail/Courriel : ccja@bellnet.ca Internet : www.ccja-acjp.ca

ISSN: 0823-9436

Editorial

By Irving Kulik

Executive Director, CCJA

Over the course of the last few months you have received a number of communications from me regarding the Association's By-Laws. Our By-Laws are essentially the constitution that describes the structure of our organization, how we choose our leaders and how we manage its activities. It is thus critical that they appropriately reflect the needs and goals of a dynamic organization.

As lessons are learned and as an organization develops, it is important that its structures be brought up to date. Since our governing regulations were approved in 1977 there have been some changes, the most recent in 1998. Recognizing that modifications were due again, about 5 years ago the Board began to look at areas that required up-dating. As part of that process, serious and substantive discussions have take place at the Board level this year. The most difficult areas concerned the election process, the role of the Advisory Council and the concern for wide geographic representation.

Two of the objectives were to simplify the election process itself, which seemed to take almost 5 months each year, as well as to allow each CCJA member a direct vote towards the composition of the Board itself. In order to do so, the Advisory Council had to be modified. Since the Advisory Council ensured representation from all regions in Canada, a new Board structure had to incorporate this requirement.

In seeking such a solution, the Board developed a number of options which were shared with all members who were asked to respond with their favored approach. Finally, taking into account the members' choice and some further fine tuning, the Board at its June meeting approved a package to be presented to the next Annual General Meeting for ratification.

In order to give you a quick synopsis, I have taken the liberty of sharing the highlights of the By-Law changes below. In addition, you should be able to read the complete new By-Laws on our website at www.ccja-acjp.ca. We are hopeful that these will be approved at the fall AGM. You will be advised of the time and date of the AGM and will have an opportunity to attend and vote in person or by proxy.

Highlights of Proposed By-Law Changes

1. The Advisory Council to be eliminated
2. The Board of Directors to be elected directly by CCJA members rather than the Advisory Council
3. The Board of Directors to increase to a maximum of 17 from 15
4. Each province to be represented by 1 Director and 1 Director will represent the 3 territories
5. In addition there will be 4 Directors At- Large
6. The President and Past-President will occupy the 16th and 17th Board positions, if required
7. All members will have the right to nominate candidates across Canada
8. All members will have the right to vote for each of the positions representing the provinces, territories and at-large

9. Elections to be held every second year, commencing in 2009
10. Terms currently expiring in 2008 and 2010 will be extended to 2009 and 2011 respectively
11. Directors will serve for terms of 4 years
12 No Director may serve more than 3 consecutive terms
13. The Vice President and Treasurer shall be appointed by the Board of Directors for terms of 2 years

The entire set of By-Laws with changes will be posted on our Website in July. Subsequently, the membership will be asked to ratify the changes at the next AGM this fall.

Éditorial

Par Irving Kulik

Directeur général, ACJP

Vous avez reçu plusieurs messages de moi au cours des derniers mois au sujet des Règlements de l'Association. Nos Règlements sont en somme les statuts qui décrivent la structure de notre organisation, les modalités de sélection de ses dirigeants et de gestion de ses activités. Il est donc crucial qu'ils reflètent adéquatement les besoins et les buts d'une organisation dynamique.

Il est important que les structures d'une organisation soient mises à jour au fur et à mesure qu'elle apprend et se développe. Des modifications ont été apportées à nos règles directrices depuis leur adoption en 1977, les dernières en 1998. Reconnaissant que d'autres modifications s'imposaient, notre Conseil a entrepris, il y a cinq ans environ, d'examiner les dispositions requérant une mise à jour. Ce processus a donné lieu à des discussions de fond sérieuses au sein du Conseil au cours de la présente année. Les questions les plus difficiles à résoudre avaient trait au processus électoral, au rôle du Comité consultatif et à la question d'assurer la représentation géographique la plus large possible.

Le Conseil s'était fixé deux objectifs : simplifier le processus électoral, qui prenait près de cinq mois chaque année, et faire en sorte que chaque membre de l'ACJP participe directement à l'élection des membres du Conseil. Pour y arriver, il fallait apporter des modifications au Comité consultatif. Comme le Comité consultatif assurait une représentation de toutes les régions du Canada, il fallait que la nouvelle structure retenue pour le Conseil intègre cette exigence.

Le Conseil a envisagé plusieurs options dans sa quête d'une solution; celles-ci ont été communiquées à l'ensemble des membres auxquels on a demandé d'indiquer quelle solution ils privilégiaient. Finalement, le Conseil a tenu compte du choix des membres et, après l'avoir peaufiné quelque peu encore, il a approuvé un ensemble de modifications qui seront soumises à la prochaine Assemblée générale annuelle pour ratification.

J'ai pris sur moi de vous présenter les faits saillants des modifications proposées aux Règlements dans le texte qui suit. En outre, vous devriez être en mesure de prendre connaissance du texte complet de nos nouveaux Règlements en consultant notre site Web à l'adresse www.ccja-acjp.ca . Nous espérons que ces Règlements pourront être adoptés à l'AGA de l'automne. Nous vous communiquerons l'heure et la date de cette AGA et vous aurez l'occasion d'y participer et de voter, soit en personne ou par procuration.

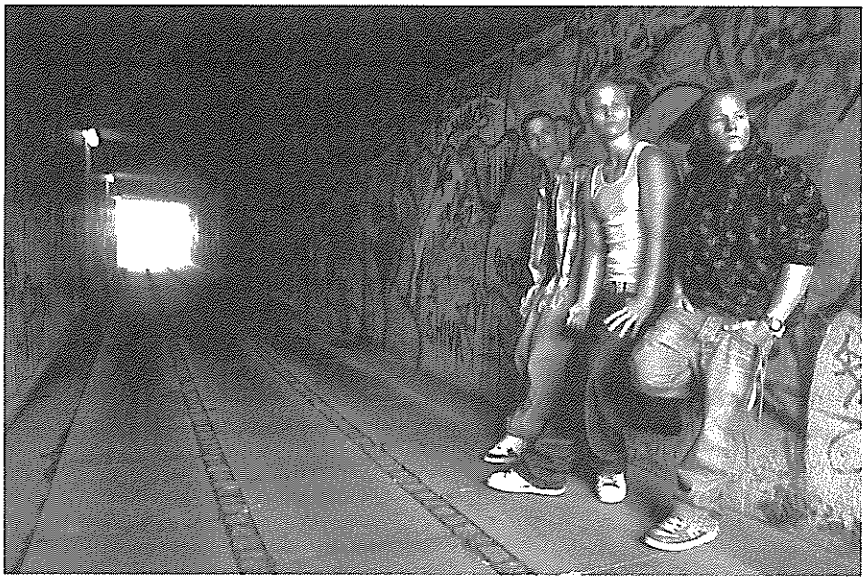
Faits saillants des modifications proposées aux Règlements

1. Le Comité consultatif sera éliminé.
2. Le Conseil d'administration sera élu par l'ensemble des membres de l'Association plutôt que par le Comité consultatif.
3. Le nombre des administrateurs sera majoré de 15 à 17.
4. Chaque province sera représentée par 1 administrateur et 1 administrateur représentera les trois territoires
5. On élira outre 4 administrateurs à titre individuel.
6. Les 16e et 17e postes au Conseil seront occupés par le président ou la présidente et par le président sortant ou la présidente sortante, le cas échéant.
7. Tous les membres auront le droit de proposer des candidats ou candidates de partout au Canada.
8. Tous les membres auront le droit de voter pour élire chacun des candidats ou candidates représentant les provinces et les territoires et chacun des administrateurs à titre individuel.
9. Les élections se tiendront tous les deux ans à compter de 2009.
10. Les mandats actuels devant prendre fin en 2008 et 2010 seront prolongés jusqu'en 2009 et 2011 respectivement.
11. Le mandat des administrateurs sera de 4 ans.
12. Aucun administrateur ne pourra effectuer plus de 3 mandats consécutifs.
13. Le vice-président ou la vice-présidente et le trésorier ou la trésorière seront nommés par le Conseil d'administration pour des mandats de 2 ans.

L'ensemble des modifications aux *Règlements* sera affiché sur notre site Web au cours du mois de juillet. Les membres seront subséquemment invités à ratifier ces changements à la prochaine Assemblée générale annuelle qui se tiendra cet automne.

Looking Back on Time: Young Offenders Legislation

Irving Kulik



In the last issue of the Justice Report we began a series of retrospective examinations of major issues in criminal justice, highlighting the views presented by the Canadian Criminal Justice Association over the course of many decades. In the winter issue we reviewed parole and our presentations from 1973 until 2008. As a result we received a most interesting article from retired family court judge Herbert A. Allard of Calgary. Judge Allard sent us a copy of documents that included the *First Annual Report* produced by the *Department of Neglected & Dependent Children* under the *Children's Protection Act of Alberta.* The report was addressed to the Attorney General of Alberta and dated March 30, 1910. The full documentation follows this article.

As you may conclude, its value is not only of historical importance but, also, to illustrate just how far we have come in the last 98 years. Nonetheless, much like parole, the subject will never cease to be debated. Currently, the Government is reviewing a major decision of the Supreme Court of Canada as it pursues Bill C-25, an Act to Amend the Youth Justice Act. This naturally led us to review the contributions of the CCJA to the discussion of the treatment of young offenders in Canada.

The Juvenile Delinquents Act became law in 1929. By 1956 a number of amendments had already been made to the Act. In February 1956 the Canadian Corrections Association, a forerunner to CCJA and formerly the Delinquency and Crime Division of the Canadian Welfare Council, provided recommendations to the Committee on Revision of the Juvenile Delinquents Act.

A total of 34 recommendations were made including the following:

- The Juvenile Delinquents Act should be proclaimed throughout Canada.
- It is recommended that the term "juvenile delinquent" be defined as either a child or a young person who does the things set out in Section 2(1)(h) of the Act, and that "child" be defined as one who has attained the age of 7 years and is not over 16 years of age and that "young person" be defined as one who is over the age of 16 and not over 18 years of age. These age limits should apply throughout the whole of Canada. It is recommended, however, that a young person over the age of 16 and under the age of 18 who is charged with an offence under the highways act, or whatever the name of the corresponding legislation is in a particular province, should be dealt with in the adult court.
- When a child or young person is detained in a jail under the provisions of Section 13(4), it should be mandatory that he be kept entirely segregated from other prisoners.
- The judge of the juvenile court should be given specific authority to order the examination of a juvenile delinquent by a physician, psychiatrist, psychologist, or venereal disease control clinic.
- The judge of the juvenile court should be given the power to issue a summons at his discretion to the parent or guardian of the child or young person before the court.
- In the case of a young person over the age of 16 but under the age of 18 charged with murder, transfer to the adult court should be mandatory.
- The ban against publicity in a case involving a delinquency in any newspaper or other publication contained in Section 12(3) and (4) of the Act should be extended to radio and television as well. Further, it is recommended that a maximum fine of $1,000 be provided for any infraction of this provision, and that, where the fine is not paid, the juvenile court have the power to order the suspension of publication of the newspaper, or of operation of the radio or television station.
- It is recommended that the juvenile court record be made available only to the following and subject to the limitations and restrictions indicated:

  a) to the adult court, only after the individual has passed the age of 18 (or 16 if that age is retained in the definition of juvenile); only after a conviction has been registered in the adult court; and only in connection with delinquencies which, if they had been committed by an adult, would have constituted an indictable offence. This is not intended to limit in any way the right of the accused to introduce his juvenile court record if he sees fit to do so.

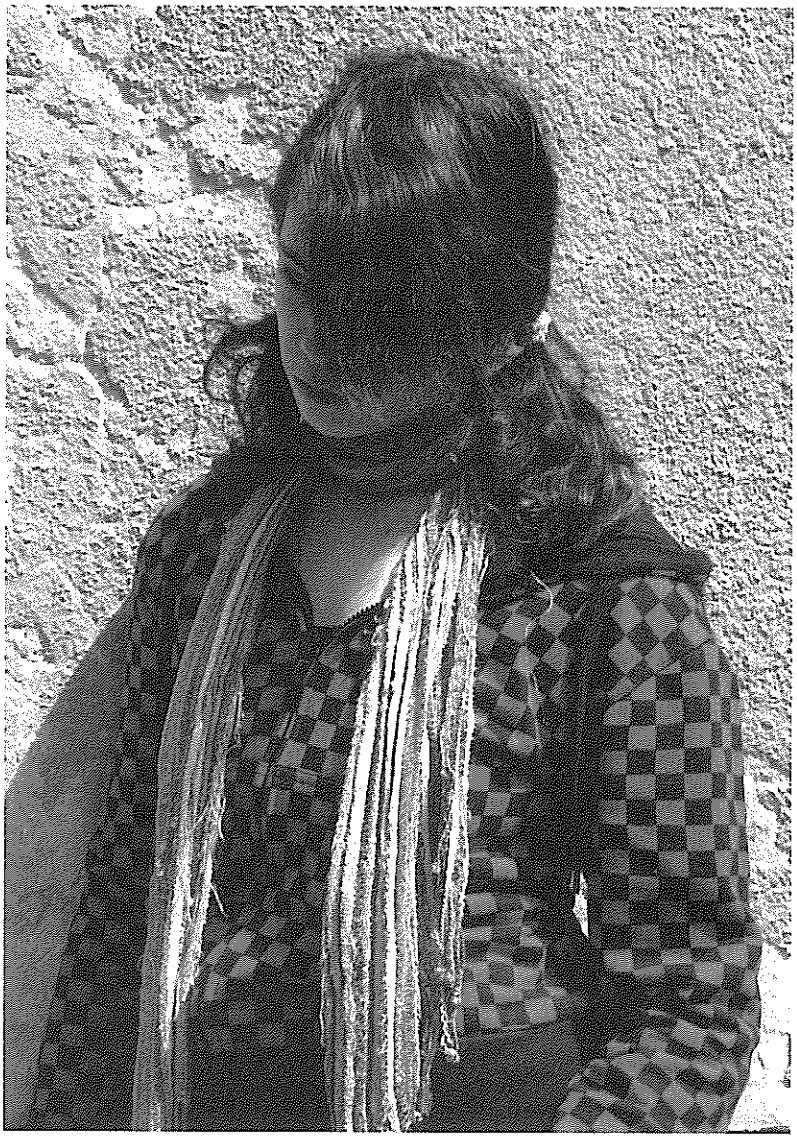
  b) to other juvenile courts.

  c) to a training school for juvenile delinquents if the juvenile delinquent is sent there for treatment but subject to the condition that the training school has no authority to release and shall not release such records to any person whomsoever except under the direction provided for in (e).

d) to the Official Guardian or like officer of any province.

e) the attorney general of the province should be given authority to order the production of the juvenile court record in special circumstances.

- There should be a provision in the Act that gives an adult who is applying for a job, with either a private employer or with a government department, the right to omit mention of any juvenile court record he may have when replying to a question whether he has a court record. Further, it should be illegal for any employer to seek information regarding juvenile court records from the applicant himself. It should also be illegal for the juvenile court, or any official or employee thereof, the police, or anyone else to give information regarding any juvenile court record, except as provided in Recommendation 18.
- No fingerprints or photographs of anyone under the age of 15 years involved in a delinquency should be taken by the police.
- The provisions of the Act that deal with the juvenile court committee should be re written to make such a committee permissible and not mandatory; to give the judge authority to choose its members; who shall serve for three year terms on a rotating basis, providing that he appoint both Protestant and Roman Catholic representatives to the committee in proportion that members of those religions bear to each other in the general population, and that he make provision for representation for other religious groups, where such exist; to make it advisory only; and to re define its duties.



In January 1963, a brief was presented to the Department of Justice Committee on Juvenile Delinquency entitled, *The Child Offender and The Law.* The brief points out the two fold problem of juvenile delinquency as a legal entity requiring full protection traditionally accorded the individual in our legal system, while also being a social and psychological entity which can be dealt with successfully only when the treatment and re education needs of the individual delinquent are given full attention. The prime purpose of the juvenile court should not be punishment but to help the individual adjust to society.

Although many matters dealing with the problem of juvenile delinquency fall within the jurisdiction of the provinces and the territories, they underscored the role of the federal government in providing leadership and consultation with all.

This time a total of 44 recommendations were presented for the consideration of the departmental committee. A number reiterated the previous brief indicating little change but some new elements were also introduced such as:

- It is essential that more emphasis be put on prevention, and the necessary facilities and techniques to make prevention possible should be expanded and where necessary developed.
- The federal legislation should contain provision for those provinces which wish to do so to pass complementary legislation to provide that any child charged with an offence may be dealt with under provincial legislation as neglected rather than as an offender. The court should have authority to determine in any particular case whether proceedings are to be held under the federal delinquency legislation or under the complementary provincial legislation.
- The terms "juvenile" and "delinquent" should be dropped from official usage, and the term "delinquency" should be retained only to distinguish offences committed by children from crimes committed by adults, and should not be used to refer to a state or condition of the child.
- A child charged or convicted in the children's court should have the same legal protection (except jury trial) as an adult charged or convicted in the adult court.
- There should be a right of appeal from the children's court, for either a child or an adult convicted there, comparable to the right of appeal from the adult court.
- In order to perform their functions in relation to child offenders well, the police should recognize the importance and special nature of police work with children, and should include the necessary material on the subject in their training courses.
- The judge of the children's court should be appointed on the basis of suitable education and personal qualifications; he should, where possible, have legal training combined with a knowledge of the needs of children.
- Salaries for judges of the children's court should be adequate to attract and hold effective people.
- Adequate facilities should be provided to the children's court, including clinical facilities, detention facilities, and able and sufficient probation staff.
- Salaries and working conditions for children's probation officers should be adequate to attract and hold qualified people.
- Child probation officers should be appointed on the basis of suitable education and personal qualifications.
- The institutions for child offenders should be part of the general child welfare services.
- The decision on whether a child goes to an institution and when he is to leave should rest with the child welfare authorities.
- Institutions for child offenders should be small, specialized, and clearly recognized as treatment institutions.

- To carry its treatment function, the institution requires sufficient staff, each qualified for the job he is to do. Salaries must be high enough to attract and hold properly qualified staff. Clinical facilities should be available, either as part of the institution, or as a community clinic.
- Federal leadership and funds should be given to research into the nature of delinquency, how prevention can be made effective, and what treatment and retraining techniques are effective with child offenders.

It has always been a challenge to simply define children, youth and adult when it concerns legal responsibility. This continues to be the issue today. In its February 1964 brief entitled, *The Young Adult Offender,* the Association pointed out "...there is an in between group who cannot be considered children, but who are not fully mature, and who require special handling. The term "young adult offender" is used to refer to this group".

The purpose of their report was to make recommendations on special facilities and legislative provisions that would deal more effectively with the problem of the young adult offender and included:

- A young adult should be defined as one who has attained the age of 18 but not reached the age of 21.
- The adult court should have jurisdiction over the young adult group.
- Special legislative provisions should be enacted to cover the sentencing of young adults.
- Legal aid should be available to all young adults charged with an offence.
- A pre sentence report should be mandatory in any case involving a young adult convicted of either an indictable offence or any offence punishable by imprisonment.

In a pre-cursor to the concepts of 'least restrictive measures' and 'reasons for sentencing', we find:

- The legislation should state that the court shall not send a young adult to prison unless all other courses have been considered and rejected for specific reasons. The court's reasons for believing that a prison sentence is required should be recorded in the court's written judgement.
- The police and the courts should, whenever possible, avoid holding a young adult in a lock up or jail pending initial appearance, or during remand or trial. When it is necessary to hold a young adult in a lock up or jail, he should be kept separate from older prisoners.

In July 1971, the Association presented a brief in response to the draft of the *Young Offenders Act, Bill C-192,* which was intended to finally replace the Juvenile Delinquents Act of 1929. The Association was concerned that the law would reduce the juvenile court's jurisdiction as it related to children.

The Association presented the following:

- It is recommended that Canada continue to deal with some children and youths charged with an offence through the juvenile court, but that this procedure be confined to those charged with the more serious offences and that even with this group other means of disposal be used if feasible in the individual case.
- It is recommended that consideration be given to deleting the provisions of sections 29(3) and (4) and 37 of the Bill defining a young person as legally insane and subject to the pleasure of the Lieutenant Governor and that at least the term "mentally disabled" be substituted for "insane" and the desirability of proceeding under provincial mental health legislation be advocated.
- It is recommended that when the judge is of the opinion that a child should be removed from his home, whether to a foster home, training school, or elsewhere, he make the child a ward of the provincial government for a period not to exceed three years. If the child requires further care after that period, the provincial authorities should take action under either provincial child care or mental health legislation.
- It is recommended that the juvenile court have the power to commit a young person (12 to 18 years of age) found to have committed an offence for which he might, if he had been tried on indictment, have been sentenced to death or to imprisonment for life as a minimum sentence, to training school until he reaches the age of 21, and that if further action in relation to the young person is required at that time, such action be taken under provincial mental health legislation.
- It is recommended that section 71 be amended to read as follows: "Where a Judge makes finding under this Act that a young person committed an offence, that person shall not, for any purpose whatsoever, be deemed thereby to have been convicted of a criminal offence."
- It is recommended that section 74 of the Bill be amended to provide that the judge may order the taking of the young person's fingerprints only for the purposes of identification in relation to one or more specific offences the young person is suspected of having committed; that when the young person so fingerprinted is found not to have committed the offence in relation to which his fingerprints were taken, the fingerprints be automatically destroyed; and that when the young person is found to have committed the offence, his fingerprints be retained only in the

court's records and not be used to create a fingerprint record on him with the RCMP.

In early 1976 the Solicitor General's Committee on proposals for new legislation to replace the Juvenile Delinquency Act, produced a report entitled *Young Persons in Conflict with The Law.* In response, in April 1976, the Association provided comments including 108 detailed recommendations. The Association suggested three other possible approaches:

1. a youth division of the regular criminal court;
2. a three tier court system consisting of a juvenile court, a youth division of the regular criminal court, and the adult criminal court;
3. retention of the present Juvenile Delinquency Act, revised in some of its more outdated provisions.

In 1981 the Government introduced Bill C-61, *An Act Respecting Young Offenders and To Repeal The Juvenile Delinquency Act.* In November of that year the Association presented its comments and recommendations.

- It is recommended that the federal and provincial governments jointly develop on a shared cost basis:
  a) preventive programs related to family, school, employment, drug abuse, and other social areas;
  b) conciliation, mediation and diversion programs intended to reduce the utilization of the criminal justice process; and

c) services for those young people who are convicted of an offence

- It is recommended that the Principles set out in Section 3 of the Young Offenders Act be replaced by the following:

Declaration of Principles

This Act shall be interpreted in accordance with the following principles, designed for the protection of society and of young persons in particular:

a) young persons who commit offences should be answerable for their behaviour, although the legal consequences of their acts will not necessarily be the same as those for adults;

b) young offenders require supervision, discipline, guidance and assistance;

c) judicial proceedings should be avoided if adequate safeguards are ensured for the protection of young people, and such safeguards and other measures are consistent with the protection of society;

d) young persons are entitled to the due process of law, to fair and equal treatment and the right of appeal, all protected by the right to counsel, paid from public funds if necessary; to be informed of their rights and freedoms; to participate in the processes leading to the decisions which affect them; and to suffer no more interference with their freedoms than indispensable for their own protection and that of their families, their victims and society as a whole;

e) parents are responsible for the care and supervision of their children; they should be encouraged and, if necessary, required to participate in court processes involving the young persons under their care; and their parental rights may be restricted or suspended by the court only if measures providing for the continuation of those rights are inappropriate.

- It is recommended that Section 4 of Bill C 61 be replaced by provisions referring to the power of the police and of the Crown not to proceed against a juvenile even though sufficient evidence exists to warrant a charge; to establish that there conditions are to be attached to diversion that be done by the court through the process of conditional discharge; and that Sections 20(1)(a) and 36 of Bill C 61 be amended to provide for a disposition of conditional discharge with an effect similar to the disposition of absolute discharge.

- It is recommended that when a juvenile is transferred to adult court and a finding of guilty is made, that the adult court judge have available to him all the sanctions that prevail in the youth court together with the adult sanctions.

In response to the consultation document titled *Toward Safer Communities: Violent And Repeat Offending By Young People, CCJA* wrote to the Minister of Justice in January 1994 pointing out that crime is particularly susceptible to exploitation by the media and that for many years it has pleaded with the government to mount an effective public education program on crime and its control. "The Association finds that from its point of view, the danger is tailoring legislation to the most extreme, rare, and unusual cases – while ignoring the vast majority of youths who commit far less serious offences".

Also, in the Association's opinion, locking up more youthful offenders for longer periods of time would not reduce juvenile delinquency or make the streets safer for our communities. CCJA reiterated the need for an approach involving crime prevention, public education, and resources for rehabilitation rather than more prisons and longer jail sentences. This conversation is of course no different in 2008.

In September 1994 the Canadian Criminal Justice Association presented a brief to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs regarding Bill C-37, *An Act To Amend The Young Offenders Act And Criminal Code*. CCJA opposed the Young Offenders Act revisions and once again pointed out that increases in the penalty structure for very serious crimes of violence (e.g. murder) would not reduce juvenile violence nor reduce juvenile recidivism.

CCJA stated that "...unless both Parliament and the Provinces act to enhance YOA funding, no amount of legislative drafting can address this fact: there are not enough adequately-funded effective programs to meet the requirements of the current act, let alone the expanded goals of the proposed act".

CCJA proposed greater use of Alternative Measures, Youth/Disposition Advocates, elimination of mandatory transfer of 16 and 17 year olds to adult court for the crimes of aggravated assault and aggravated sexual assault, questioned the need for transfers to adult court for youth under 16 years of age.

It endorsed new provisions giving an Accused young offender the right to a jury trial in murder cases. Of significance in light of recent Court decisions, *"The Association also recommends that the legislation make it clear that denunciation or retribution cannot be cited as the primary reasons for justifying an adult sentence that is designed to protect the community".*

A little bit more than a year later in November 1995, CCJA submitted a brief to the same committee on the *Comprehensive Review of the Young Offenders Act.*

CCJA supported further emphasis on crime prevention and multi-disciplinary approaches in addressing the problems faced by youth who commit crimes and stated: "Over the years, the Association has consistently emphasized that research demonstrates the ineffectiveness and expensive nature of punishment". We encouraged "both the federal government and all provincial governments to develop and maintain accurate information about their youth justice systems for public distribution", increase collaboration on developing alternatives to incarceration and reduce expenditures by using less coercive resources in the community. CCJA also recommended that "... the federal government encourage the provincial governments to develop a comprehensive and coordinated youth service which addresses the needs of the youth from both a child welfare perspective and a criminal justice perspective".

In spite of thoughtful recommendations for more research and crime prevention, stricter measures have very frequently attracted the attention of political leaders as the ideal means to ensure greater public safety. In Ontario at that time, a task force *On The Development Of A Strict Discipline Program For Ontario Young Offenders* was drafting proposals for boot camps, a US military approach to discipline.

CCJA's brief in January,1996 reviewed the literature and commented that there was no evidence of lower recidivism for graduates of boot camps, that they may actually increase costs because of their greater use, and they do not diminish prison crowding since they typically admit the non-violent youth who would not have been incarcerated elsewhere. Boot camps have shown some success when they are combined with treatment programs

but to maintain their success treatment must continue in the community upon release. One can then wonder whether the coercion and abusiveness had any value or are positive results due to the treatment programs only.

In 1999, CCJA presented its brief to the Standing Committee on Justice and Human Rights, entitled ***In Defence of a True System of Youth Justice, regarding Bill C-3, The Youth Criminal Justice Act.*** CCJA pointed out that Canada incarcerated youthful offenders at twice the rate of the United States, and four times that of adults in Canada. While the Young Offenders Act (YOA), was supposed to emphasize community or specialized treatment programs, unfortunately about eighty percent (80%) of expenditures were going to maintain custody.

However, it is noted, "There is no youth crime wave; and it is inappropriate to base legislation upon a few violent but atypical cases that do not support a trend". Almost prophetically they asserted: "No piece of legislation will ever prevent certain youths from committing terrible crimes. And when these occur, an uninformed segment of the population will once again cry out for tougher measures and the repeal of the *Youth Criminal Justice Act* for this Bill creates a set of unrealistic expectations".

And so we have come full circle with the proposals of the current Bill C-25, which seeks more stringent measures once again.

Progress has been evident however. One of the concerns with the Young Offenders Act, the predecessor of the current YCJA, was overuse of custody. A key objective of the YCJA was to decrease the use of custody. A Statistics Canada survey, ***Youth Court Statistics 2006/2007*** recently showed that in line with that objective, fewer youth are being sentenced to custody. In 2006/2007, about 17% or 5,640 of all guilty cases resulted in a custodial sentence. This compares with 13,246 or 27% of all guilty cases in 2002/2003.

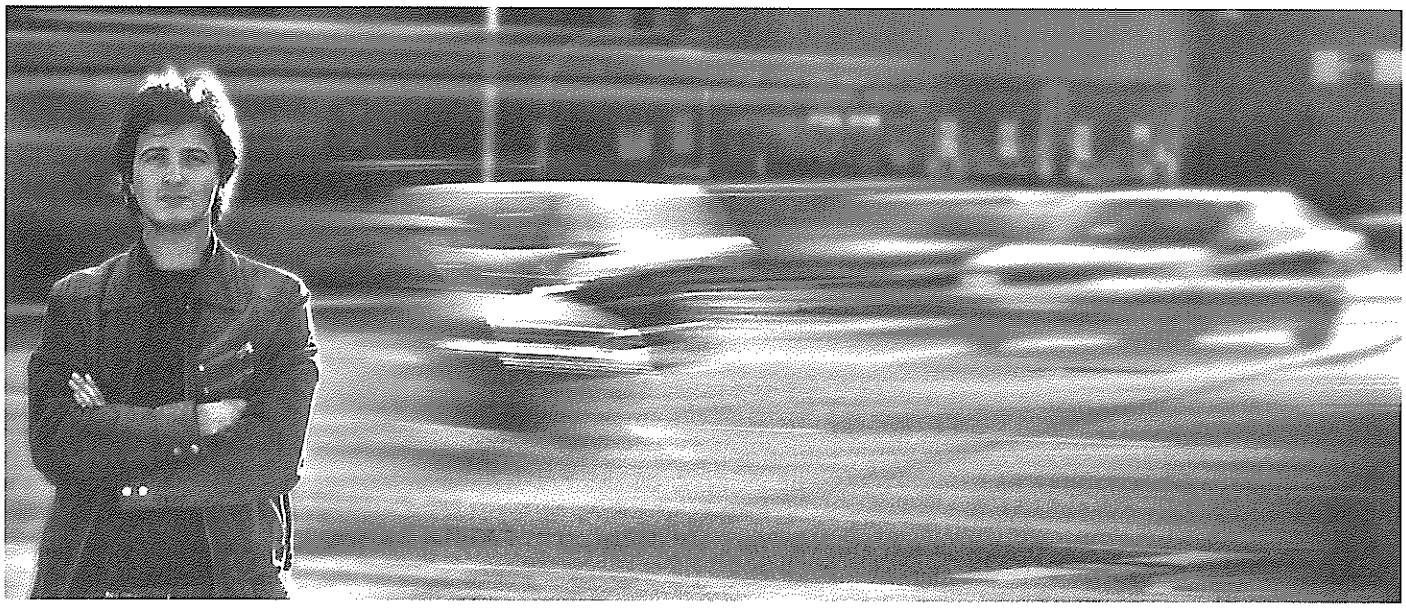
Furthermore, on May 16, 2008, the Supreme Court of Canada ruled in a 5-4 decision that the Crown must bear the burden showing that a youth convicted of a serious violent offence ought to be sentenced as an adult. "It is widely acknowledged that age plays a role in the development of judgment and moral sophistication," Madam Justice Rosalie Abella said. "Courts, too, have acknowledged the reality of reduced moral culpability on the part of young people." The court ruled that it is unconstitutional for young offenders to be sentenced automatically as adults unless the Crown is able to show why a youth sentence would be inadequate to hold them "accountable" for their actions. In the months to come CCJA may be preparing another brief on the subject of youth justice in response to C-25.

Plus ça change... Évolution des lois relatives à la justice des mineurs

Irving Kulik

Nous avons entrepris dans le dernier numéro d'Actualités-Justice une série d'examens rétrospectifs des grands enjeux en justice pénale, mettant en lumière les vues exprimées par l'Association canadienne de justice pénale au fil de nombreuses décennies. Dans le numéro d'hiver, nous avons examiné la question de la libération conditionnelle et les mémoires présentés par l'ACJP entre 1973 et 2008. À l'issue de cet exercice, nous avons reçu copie d'un article très intéressant d'un juge à la retraite du tribunal de la famille, le juge Herbert A. Allard de Calgary. Il s'agissait en l'occurrence de copies de documents, incluant le **premier** *Rapport annuel* du *Department of Neglected & Dependent Children* [ministère des enfants négligés et à charge] créé en vertu de la *Children's Protection Act of Alberta* [Loi de protection de l'enfance de l'Alberta]. Le rapport était adressé au procureur général de l'Alberta et daté du 30 mars 1910. On trouvera cette documentation complète à la suite de cet article.

Comme vous l'aurez peut-être réalisé, cette documentation ne revêt pas qu'une valeur historique; elle sert aussi à illustrer tout le chemin que nous avons parcouru en 98 ans. Néanmoins, comme dans le cas de la libération



conditionnelle, cette question continuera toujours d'alimenter les débats. Le gouvernement se penche actuellement sur un arrêt important de la Cour suprême du Canada, tout en continuant d'aller de l'avant pour faire adopter le Projet de loi C-25 : *Loi modifiant la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Cela nous a naturellement incités à procéder à une revue de la contribution de l'ACJP aux discussions relatives au traitement des jeunes contrevenants au Canada.

La *Loi sur les jeunes délinquants* est entrée en vigueur en 1929. Plusieurs modifications y ont été apportées entre cette date et 1956. En février 1956, l'Association correctionnelle du Canada, une première incarnation de l'ACJP, qui fut précédemment la Division de la délinquance et du crime du Conseil canadien du bien-être social, avait formulé ses recommandations au comité chargé de la révision de la *Loi sur les jeunes délinquants.*

Un total de 34 recommandations ont été formulées, notamment :

- La Loi sur les jeunes délinquants devrait être proclamée pour l'ensemble du Canada.
- Il est recommandé que la définition du terme "jeune délinquant" réfère soit à un enfant ou soit à une jeune personne qui pose les gestes énoncés à l'article 2(1)(h) de la loi. Il est recommandé que la définition du terme "enfant" s'applique à une personne ayant atteint l'âge de 7 ans, mais n'ayant pas atteint l'âge de 16 ans et que la définition de "jeune personne" réfère à une personne qui a plus de 16 ans mais moins de 18 ans. Ces limites d'âge devraient s'appliquer à l'ensemble du Canada. Il est recommandé toutefois de référer aux tribunaux pour adultes, les cas de jeunes personnes ayant plus de 16 ans mais moins de 18 ans et qui font face à une accusation portée en vertu du code de la route ou toute autre loi correspondante dans une province donnée, quelle que soit la désignation d'une telle loi.
- Si un enfant, ou une jeune personne, est détenu dans une prison en vertu des dispositions de l'article 13(4), il devrait être obligatoire de le garder complètement à l'écart des autres détenus.
- On devrait conférer au juge de la cour juvénile le pouvoir spécifique d'ordonner l'examen du jeune délinquant par un médecin, un psychiatre, un psychologue ou une clinique de contrôle des maladies vénériennes.
- On devrait donner au juge de la cour juvénile le pouvoir discrétionnaire d'émettre une sommation à l'égard du parent ou du tuteur de l'enfant ou d'une jeune personne comparaissant devant la cour.
- Il devrait être obligatoire de transférer aux tribunaux pour adultes le cas d'une jeune personne de plus de 16 ans, mais de moins de 18, ans accusée de meurtre.
- L'article 12(3) et (4) de la loi interdit de publier dans tout journal ou autre publication les cas de délinquance; cette interdiction devrait s'étendre également à la radio et à la télévision. De plus, il est recommandé qu'une amende maximum de 1,000 $ puisse être imposée pour toute infraction à cette disposition et que, si l'amende n'est pas

payée, la cour juvénile ait le pouvoir d'ordonner que soit suspendue la publication du journal ou les opérations du poste de radio ou de télévision.

- Il est recommandé que les dossiers de la cour juvénile ne soient accessibles que pour les personnes ou organismes suivants et sujets aux limites et restrictions mentionnées :

  a) à la cour adulte, seulement lorsque la personne a atteint l'âge de 18 ans (ou 16 ans, si l'on retient cet âge dans la définition de juvénile); seulement après que la culpabilité a été établie à la cour adulte; et en rapport seulement avec les actes de délinquance qui, s'ils avaient été commis par un adulte, auraient constitué un acte criminel. Ceci ne vise pas à limiter d'aucune façon le droit de l'accusé d'introduire son propre dossier de cour juvénile s'il juge à propos de le faire.

  b) aux autres cours juvéniles.

  c) à un centre de formation pour délinquants juvéniles, si le délinquant juvénile y est référé pour traitement, mais à la condition que le centre de formation n'ait pas l'autorité de divulguer et qu'il ne divulgue pas un tel dossier à quiconque, sauf dans le contexte du paragraphe (e) ci-dessous.

  d) au Curateur officiel ou autre personne du même titre dans toute province.

  e) on devrait conférer au Procureur général de la province, le pouvoir d'ordonner que soit produit le dossier de cour juvénile dans certaines circonstances spéciales.

- Il devrait y avoir dans la loi une disposition qui confère à un adulte qui postule un emploi, tant avec le secteur privé qu'avec un ministère gouvernemental, le droit d'omettre de mentionner qu'il a un casier judiciaire à la cour juvénile, en réponse à toute question visant à déterminer s'il a un casier judiciaire. De plus, il devrait être illégal pour tout employeur de tenter d'obtenir du candidat lui-même des renseignements relatifs au casier judiciaire de la cour juvénile. Il devrait être illégal aussi pour toute cour juvénile, ou tout représentant ou employé de celle-ci, la police ou toute autre personne de divulguer des renseignements relatifs à un dossier de cour juvénile sauf si cette divulgation a lieu dans le contexte de la recommandation 18 ci-dessus.

- Aucune empreinte digitale ou photographie d'une personne de moins de 15 ans impliquée dans un acte de délinquance ne devrait être prise par la police.

- La disposition de la loi qui traite du comité de la cour pour les jeunes délinquants devrait être reformulée afin de permettre l'existence d'un tel comité mais sans le rendre obligatoire; de conférer au juge le pouvoir de déterminer les membres qui en feront partie à tour de rôle pour un mandat de trois ans, pour autant qu'il nomme à ce comité et des représentants protestants et des représentants catholiques romains dans des proportions qui correspondent aux proportions des membres

que représentent ces religions dans la population générale et pour autant qu'il alloue une représentation d'autres dénominations religieuses, là où elles existent; de lui conférer un rôle consultatif seulement et de redéfinir ses tâches.

En janvier 1963, un mémoire intitulé *L'enfant infracteur et la loi* a été présenté au Comité sur la délinquance juvénile du ministère de la Justice. Il faisait état d'un double problème afférent aux délinquants juvéniles : d'une part, sur le plan juridique, ils avaient droit à la pleine protection traditionnellement accordée aux personnes en vertu de notre système de droit, tout en reconnaissant, d'autre part, l'existence d'une dimension sociale et psychologique qu'on ne peut accommoder avec succès qu'en accordant une attention complète aux besoins de traitement et de rééducation de chaque délinquant. L'objectif premier de la Cour juvénile ne devrait pas être de châtier, mais bien d'aider la personne à s'ajuster à la société.

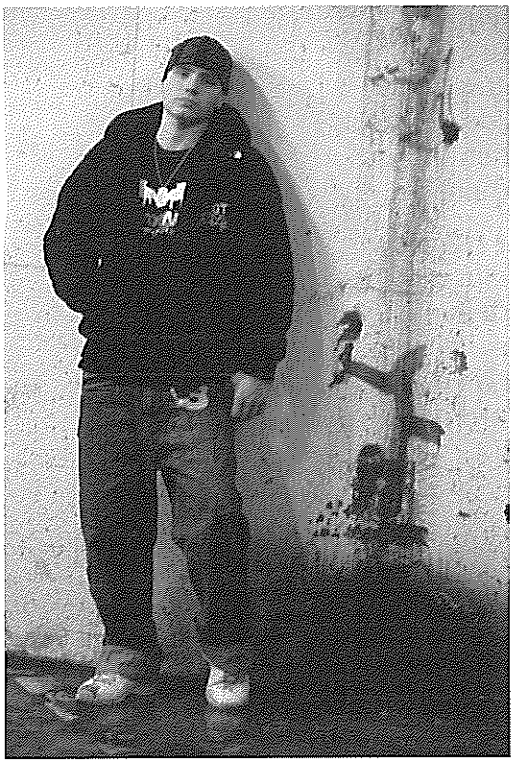
Bien que de nombreuses questions afférentes au problème de la délinquance juvénile relèvent de la compétence des provinces et des territoires, elles servent aussi à souligner le rôle du gouvernement fédéral à qui il incombe d'assurer le leadership et de consulter toutes les parties concernées.

En cette occasion, 44 recommandations ont été formulées à l'intention du comité ministériel. Bon nombre de celles-ci reprenaient presque intégralement les commentaires exprimés dans le mémoire précédent, mais elles introduisaient aussi certains éléments nouveaux, notamment :

- Il est essentiel que l'accent soit mis davantage sur la prévention, pour rendre celle-ci réalisable, l'accroissement et, si nécessaire, le développement des moyens et techniques essentiels s'imposent.
- La législation fédérale devrait comporter des dispositions permettant aux provinces qui désirent s'en prévaloir, d'adopter des mesures législatives complémentaires voulant que tout enfant accusé de délit soit traité, selon le régime de la législation provinciale, au titre d'enfant négligé et non d'enfant délinquant. La cour devrait pouvoir décider, pour chaque cas donné, si les poursuites seront entamées conformément à la législation fédérale sur la délinquance ou à la législation provinciale complémentaire.
- Les expressions "jeune" et "délinquant" devraient être bannies de l'usage officiel; quant à l'expression "délinquance" il n'y aurait lieu de s'en servir que pour établir une distinction entre les délits commis par les enfants et les crimes commis par les adultes, et non pour définir une condition ou un état de l'enfant.
- Un enfant inculpé ou reconnu coupable par le tribunal pour enfants devrait bénéficier (sauf le procès devant jury) de la même protection qu'un adulte inculpé ou reconnu coupable par le tribunal pour adultes.
- L'enfant ou l'adulte reconnu coupable par le tribunal pour enfants devrait avoir le droit d'interjeter appel, tout comme on peut en appeler d'un jugement du tribunal pour adultes.
- Pour bien remplir leurs fonctions à l'endroit de l'enfance délinquante, les corps policiers devraient reconnaître l'importance et la nature particulière de leur travail avec les enfants; leurs cours de formation devraient inclure la documentation nécessaire sur le sujet.

- Avoir une formation appropriée et les qualités personnelles requises devraient être des facteurs essentiels pour la nomination d'un juge au tribunal pour enfants; quand il y a possibilité, le candidat devrait avoir des connaissances juridiques ainsi qu'une connaissance des besoins des enfants.
- Le traitement des juges des tribunaux pour enfants devrait être suffisamment élevé pour attirer et retenir les candidats compétents.
- Le tribunal pour enfants devrait être pourvu de services satisfaisants, y compris les services cliniques, les services de détention et, aussi, un nombre suffisant de délégués compétents à la liberté surveillée.
- Les salaires et les conditions de travail des délégués à la liberté surveillée des enfants devraient être convenables pour attirer et retenir les candidats qualifiés.
- Une formation et des qualités personnelles appropriées, devraient servir de critères dans le choix des délégués à la liberté surveillée pour enfants.
- Les institutions pour l'enfance délinquante devraient faire partie intégrante des services d'aide à l'enfance.
- La décision à prendre quant à la rentrée et la sortie d'un enfant dans une institution devrait être laissée à l'administration de l'aide à l'enfance.
- Les institutions pour l'enfance délinquante devraient être de petite dimension. Elles devraient être spécialisées et nettement reconnues comme des institutions de traitement.
- Pour accomplir leur tâche de traitement, les institutions requièrent un personnel suffisant. Chacun de ses membres doit être compétent dans son travail. Les salaires doivent être suffisamment élevés pour attirer et retenir le personnel qualifié. Des services de traitement seraient indispensables, qu'ils soient attachés à l'institution même, ou qu'ils appartiennent à la communauté.
- Le gouvernement fédéral devrait assurer un leadership et attribuer des fonds pour des recherches sur la nature de la délinquance, les programmes de prévention, le traitement et les techniques de rééducation des enfants contrevenants.

Il a toujours été difficile de définir simplement les mots enfants, jeunes et adultes en lien avec la notion de responsabilité légale. C'est toujours le cas aujourd'hui. Dans son mémoire de février 1964, *Le jeune adulte infracteur,* l'Association soulignait « l'existence d'un groupe se situant entre deux groupes d'âge, dont les membres ne peuvent pas être considérés comme des enfants, mais requérant une approche particulière du fait qu'ils n'ont pas atteint leur pleine maturité. L'expression « jeune adulte infracteur » fait référence à ce groupe.



L'objectif de ce mémoire était de formuler certaines recommandations ayant trait à la nécessité de mettre en place des installations particulières et d'adopter des dispositions législatives permettant d'aborder plus efficacement le problème des jeunes adultes infracteurs. Voici certaines de ces recommandations :

- Il y aurait lieu de définir le jeune adulte comme étant celui qui a atteint l'âge de 18 ans mais n'a pas encore 21 ans.
- La compétence du tribunal pour adultes devrait s'étendre au groupe des jeunes adultes.
- Des dispositions de loi particulières touchant les sentences pour les jeunes adultes devraient être décrétées.
- L'aide juridique devrait être mise à la disposition de tous les jeunes accusés d'un délit.
- Un rapport antérieur à la sentence devrait être obligatoire dans tous les cas où un jeune adulte est jugé coupable d'un acte criminel ou d'un délit passible d'emprisonnement.
- La loi devrait spécifier que le tribunal ne doit pas condamner un jeune adulte à la prison, sauf si toutes les autres dispositions possibles ont été examinées et rejetées pour des raisons précises. Les motifs du tribunal justifiant la condamnation à l'incarcération devraient être consignés dans le jugement écrit du tribunal.
- La police et les tribunaux devraient éviter de garder un jeune adulte sous arrêt ou en prison en attendant sa comparution initiale ou durant son renvoi à une autre audience ou son procès. S'il est nécessaire de garder le jeune adulte sous arrêt ou en prison, il faudrait, si possible, l'isoler des détenus plus âgés.

En juillet 1971, l'Association, alors connue comme la Société canadienne de criminologie, présentait son *Mémoire sur la loi concernant les jeunes délinquants,* en réaction au projet de loi C-192 qui devait en fin de compte remplacer la *Loi sur les jeunes délinquants* de 1929. L'Association s'inquiétait que cette nouvelle loi vienne limiter la compétence de la Cour juvénile dans le cas d'enfants.

L'Association avait formulé les recommandations qui suivent :

- Que le Canada continue d'obliger certains enfants et adolescents accusés d'un délit à comparaître devant le tribunal des jeunes, mais que cette procédure se limite aux cas de délits particulièrement graves et que, même en ce qui concerne cette catégorie, l'on procède d'autre façon si faire se peut.
- Qu'il soit avisé à supprimer les dispositions des articles 29(3) et (4)et 37 du projet de loi qui définissent un adolescent comme souffrant d'aliénation mentale du point de vue juridique et soumis à la volonté du lieutenant-gouverneur, et que l'expression "incapacité mentale" soit au moins substituée à celle « d'aliénation mentale » et qu'il soit fait état de l'intérêt de procéder en vertu de la législation provinciale sur l'hygiène mentale.

- Que le juge, s'il est d'avis que l'enfant doit être retiré de son foyer et placé dans un foyer nourricier, une école de formation ou ailleurs, le fasse pupille du gouvernement provincial pour une période de trois ans au maximum. Si l'enfant a besoin de soins après cette période de temps, les autorités provinciales devraient disposer de l'enfant en vertu de la législation provinciale sur l'aide à l'enfance ou l'hygiène mentale.
- Que le tribunal des jeunes ait le pouvoir d'envoyer l'adolescent (12 à 18 ans) dans une école de formation jusqu'à sa 21^{e} année s'il conclut que l'intéressé a commis une infraction pour laquelle il aurait pu, s'il avait été jugé par voie de mise en accusation, recevoir une sentence minimum consistant de la peine de mort ou l'emprisonnement à vie, et que, si à ce moment-là, d'autres dispositions s'imposent à l'égard de l'adolescent, celles-ci soient adoptées en vertu de la législation provinciale sur l'hygiène mentale.
- Que l'article 71 se lise plutôt ainsi : « Lorsqu'un juge conclut spécifiquement qu'un adolescent a commis une infraction, cet adolescent n'est pas, à quelle que fin que ce soit, censé de ce fait avoir été déclaré coupable d'une infraction criminelle. »
- Que l'article 74 du projet de loi soit modifié de façon à porter : que le juge peut ordonner de prendre les empreintes digitales de l'adolescent seulement à des fins d'identification en rapport avec une ou plusieurs infractions particulières que l'adolescent est soupçonné d'avoir commises; que les empreintes digitales, si l'adolescent dont elles ont été prises est reconnu innocent de l'infraction à l'égard de laquelle elles ont été prises, soient automatiquement détruites; et que, si l'adolescent est reconnu coupable de l'infraction, ses empreintes ne soient conservées que dans les archives du tribunal et ne servent pas à instituer un dossier dactyloscopique à son sujet à la Gendarmerie royale du Canada.

Au début de 1976, le comité du solliciteur général chargé de proposer une nouvelle loi pour remplacer la *Loi sur les jeunes délinquants* a produit un rapport intitulé *Commentaires portant sur les jeunes personnes en conflit avec la loi*. L'Association a réagi à ce rapport en avril 1976 et son commentaire comportait 108 recommandations étoffées. Elle a notamment suggéré trois autres approches possibles :

1. Une division jeunesse de la cour criminelle régulière;
2. Un tribunal à trois niveaux comprenant une cour juvénile, une division jeunesse de la cour criminelle régulière et la cour criminelle pour adulte;
3. Rétention de la loi actuelle sur les jeunes délinquants après avoir revu certaines de ses dispositions les plus périmées.

En 1981, le gouvernement a déposé le *Projet de loi C-61 sur les jeunes contrevenants portant abrogation de la loi sur les jeunes délinquants.* En novembre de cette même année, l'Association faisait connaître ses commentaires et ses recommandations :

- Il est recommandé que les gouvernements fédéral et provinciaux établissent, sur une base de partage des frais:

a) des programmes préventifs connexes à la famille, à l'école, à l'emploi, à la toxicomanie et à d'autres domaines sociaux;

b) des programmes de conciliation, de médiation et de déjudiciarisation destinés à réduire le recours à la justice pénale; et

c) des services pour les jeunes trouvés coupables d'un délit.

- Il est recommandé que les principes énoncés à l'article 3 de la Loi sur les jeunes contrevenants soient remplacés par ce qui suit:

Déclaration de principes

La présente *Loi* doit être interprétée d'après les principes suivants, énoncés dans le but de protéger la société en général et les jeunes en particulier :

a) les jeunes contrevenants doivent assumer plus de responsabilité pour leur comportement et être tenus responsables devant la loi, mais les conséquences de leurs actes ne seront pas toujours les mêmes que celles des adultes;

b) les jeunes contrevenants ont besoin de surveillance, de discipline, de direction et d'assistance;

c) les procédures judiciaires doivent être évitées si la protection des jeunes contrevenants est assurée par d'autres mesures et si celles-ci et une telle protection sont compatibles avec la protection de la société;

d) les jeunes ont le droit d'avoir toutes les protections judiciaires, y inclus un traitement juste et équitable devant le tribunal et le droit d'appel, assurées par le droit d'être représentés par un avocat, payé par l'État si nécessaire; d'être informés de leurs droits et libertés; de participer au processus conduisant à des décisions qui les touchent; de ne souffrir qu'un minimum d'entraves à leur liberté, compatible avec la protection des jeunes eux-mêmes, de leurs familles, de leurs victimes et de la société en général;

e) les parents sont responsables de la garde et la surveillance de leurs enfants; ils doivent être encouragés et, si nécessaire, obligés à participer aux procédures judiciaires touchant leurs enfants; et leurs droits parentaux peuvent être entièrement ou partiellement supprimés par le tribunal seulement si les mesures comportant leur maintien sont contre-indiquées.

- Il est recommandé de remplacer l'article 4 du Projet de loi C-61 par des dispositions autorisant la police et la Couronne à ne pas procéder contre un adolescent, même s'il existe une preuve suffisante pour motiver une accusation, d'établir que, s'il est fixé des conditions à la déjudiciarisation, ce soit le tribunal qui le fasse par le processus d'une libération sous condition, et de modifier les articles 20(1)(a) et 36 du Projet de loi C-61 afin d'y prévoir une décision de libération sous condition dont l'effet soit semblable à celui de la décision de libération inconditionnelle.
- Il est recommandé que, lorsqu'un adolescent est renvoyé au tribunal des adultes et qu'il est trouvé coupable, le juge du tribunal des adultes ait à sa disposition toutes les sanctions particulières au tribunal de la jeunesse ainsi que les sanctions prévues pour les adultes.

En janvier 1994, l'ACJP a réagi au Livre vert intitulé *Objectif : sécurité communautaire : lutte contre la violence et la récidive des jeunes* en écrivant au ministre de la Justice pour souligner que le crime est un sujet particulièrement susceptible d'être exploité par les médias et pour faire valoir que, depuis de nombreuses années, elle implorait le gouvernement de mettre en place un programme efficace d'éducation publique traitant de la criminalité et de son contrôle. « De l'avis de l'Association, il est dangereux de légiférer en fonction des cas extrêmes, les plus rares et les plus inhabituels, tout en faisant fi du fait que la très grande majorité des jeunes commettent des infractions beaucoup moins graves. »

L'Association avançait aussi qu'on ne parviendrait pas à réduire la délinquance juvénile ni à rendre les rues plus sûres en enfermant un plus grand nombre de jeunes contrevenants pour des périodes plus longues. L'ACJP a réitéré la nécessité d'adopter une approche axée sur la prévention du crime, l'éducation publique et le déploiement de ressources de réhabilitation plutôt que de miser sur un plus grand nombre de prisons et des peines plus longues. Il ne faudrait pas s'en surprendre, ce débat perdure toujours en 2008.

En septembre 1994, l'Association canadienne de justice pénale présentait son **Mémoire au Comité permanent de la justice et des questions juridiques de la Chambre des communes sur le Projet de loi C-37, loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel.**

L'ACJP s'est opposée aux modifications proposées et a encore une fois réitéré que le fait de prévoir des peines plus sévères pour des crimes de violence très graves, tel le meurtre, ne contribuerait aucunement à réduire la violence ou la récidive chez les jeunes.

L'ACJP a affirmé ce qui suit : « **L'Association croit qu'à moins que le Parlement et les provinces ne décident de consacrer davantage de fonds dans le cadre de la LJC, les textes législatifs, aussi nombreux soient-ils, ne changeront rien au fait qu'il n'existe pas assez de programmes efficaces suffisamment capitalisés pour satisfaire aux exigences de la loi actuelle, voire aux objectifs élargis de la loi proposée.** »

Elle a en outre proposé un recours accru à des mesures de rechange ainsi qu'à des conseillers aux jeunes ou en matière de décision, l'élimination de la présomption obligatoire voulant que les jeunes de 16 et 17 ans accusés d'agression sexuelle et de voies de fait soient jugés en tant qu'adultes, en plus de remettre en question la nécessité du renvoi devant un tribunal pour adultes de jeunes de moins de 16 ans.

Elle a donné son appui aux nouvelles dispositions accordant à un jeune contrevenant accusé de meurtre le droit d'être jugé par un jury. « **L'Association recommande aussi que la *Loi* stipule clairement que la dénonciation ou le châtiment ne peuvent être invoqués comme raisons principales pour justifier l'imposition d'une peine pour adultes dans le but de protéger la communauté** », un commentaire important compte tenu de décisions récentes des tribunaux.

À peine un an plus tard, en novembre 1995, elle présentait un autre mémoire à ce même comité sur ***La révision globale de la Loi sur les jeunes contrevenants.*** L'ACJP appuyait alors qu'on mette un accent accru sur la prévention du crime et sur des approches multidisciplinaires pour s'attaquer aux problèmes auxquels doivent faire face les jeunes qui s'adonnent à la criminalité. Elle affirmait : « Au fil des ans, l'ACJP a toujours mis l'accent sur les études qui démontrent à quel point le châtiment est inefficace et onéreux. » Elle incitait aussi « … le gouvernement fédéral et tous les gouvernements provinciaux à recueillir et à maintenir à jour, à l'intention du public, un ensemble de renseignements précis et factuels portant sur leurs systèmes de justice pour les jeunes »; elle prônait une collaboration accrue au chapitre de l'élaboration de mesures de rechange à l'incarcération, de même que la réduction des dépenses en ayant recours à des ressources moins coercitives dans la collectivité. « De l'avis de l'ACJP, le gouvernement fédéral devrait encourager les gouvernements provinciaux à élaborer un service à la jeunesse qui soit englobant et intégré et qui répondrait aux besoins des jeunes, tant dans une perspective de bien-être que dans une perspective de justice pénale. »

Malgré la formulation de recommandations réfléchies en appelant à plus de recherche et à des mesures de prévention du crime, l'attention des leaders politiques s'est fréquemment tournée vers des mesures plus contraignantes comme moyen idéal d'assurer une protection accrue de la population. À cette même époque, en Ontario, un **Groupe de travail sur les mesures disciplinaires strictes et sur le développement d'un programme de discipline stricte destiné aux jeunes contrevenants ontariens** s'affairait à ébaucher des propositions pour la mise en place de camps de discipline stricte de type « *boot camps* », une approche américaine inspirée du modèle militaire.

Dans son mémoire de 1996, l'ACJP procédait à une revue de littérature et faisait remarquer que rien ne permettait de conclure que les taux de récidive étaient plus faibles chez les jeunes issus des camps de discipline stricte, que ces camps pouvaient même entraîner une hausse des coûts du fait qu'on y ait recours plus souvent, et qu'ils ne contribuaient aucunement à réduire le surpeuplement carcéral puisqu'ils accueillent en règle générale des jeunes non violents n'ayant pas été incarcérés ailleurs. Les camps de discipline stricte se sont avérés efficaces là où ils étaient combinés à des programmes de traitement et, pour que leur efficacité soit maintenue, il importait de continuer d'offrir ces programmes de traitement dans la collectivité. On pourrait se demander si l'aspect coercitif et abusif revêt une valeur quelconque ou si les résultats positifs obtenus ne sont attribuables qu'aux programmes de traitement.

En 1999, l'ACJP présentait au Comite permanent de la Justice et des droits de la personne de la Chambre des communes et au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles son mémoire intitulé *À la défense d'un vrai système de justice pour les jeunes,* relatif au Projet de loi C-3, *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.*

L'ACJP y soulignait que le taux d'incarcération des jeunes contrevenants au Canada était deux fois supérieur à celui des États-Unis et quatre fois supérieur à celui des adultes au Canada. Bien que la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) ait été censée mettre l'accent sur les programmes de traitement communautaires ou spécialisés, regrettablement, environ quatre-vingt pour cent (80 %) des dépenses étaient consacrées au maintien du placement sous garde.

Elle soulignait par ailleurs que : « Il n'y a pas de vague de crime et il n'est pas approprié de fonder une loi sur quelques cas violents, mais atypiques, qui ne reflètent pas une tendance. » Elle affirmait de manière quasi prophétique : « Aucune loi ne parviendra jamais à prévenir que certains jeunes commettent des crimes terribles. Et le jour où un tel crime sera commis, une partie mal informée de la population exigera de nouveau des peines plus sévères et réclamera cette fois l'abrogation de la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents,* car le *Projet de loi C-3* crée une foule d'attentes irréalistes. »

Et voilà que l le Projet de loi C-25 vient boucler la boucle avec des propositions qui misent encore une fois sur des mesures plus rigoureuses.

Nous avons toutefois réalisé des progrès manifestes. L'une des préoccupations soulevées par la *Loi sur les jeunes contrevenants,* antécédente à l'actuelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA), avait trait au recours exagéré au placement sous garde. L'un des principaux objectifs de la LSJPA était de réduire le recours au placement sous garde.

Les résultats d'une enquête récente de Statistique Canada, *Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse 2006-2007,* ont démontré que, conformément à cet objectif, un moins grand nombre de jeunes sont condamnés à un placement sous garde. En 2006-2007, environ 17 % (5 640) de toutes les causes avec condamnation ont abouti à une peine privative de liberté, comparativement à 27 % (13 246) des causes avec condamnation en 2002-2003.

En outre, la Cour suprême du Canada a statué le 16 mai 2008, par une majorité de 5 contre 4, qu'il incombe à la Couronne de démontrer qu'une jeune personne trouvée coupable d'un crime grave avec violence devrait être condamnée comme adulte. La juge Rosalie Abella a affirmé : « Il est largement reconnu que l'âge influe sur le développement du jugement et du discernement moral. Les tribunaux ont eux aussi reconnu le fait que la culpabilité morale des adolescents est moins élevée. » La Cour a statué qu'il était inconstitutionnel qu'une jeune personne soit automatiquement assujettie à une peine pour adulte et qu'on lui impose le fardeau de démontrer pourquoi une peine pour mineur serait adéquate pour l'amener à accepter la responsabilité de ses actions. Il n'est pas exclu que l'ACJP rédige un autre mémoire sur la question de la justice des mineurs au cours des mois à venir en réaction au Projet de loi C-25.

Youth Justice...

The following document was provided by The Honourable Herbert A. Allard, Senior Family Court Judge (Retired) from Calgary, Alberta. It reflects the historical evolution of Laws for the Protection of Children in Alberta

Edmonton, March 30, 1910

The Honourable
The Attorney General of Alberta
Parliament Buildings.

Sir:

I beg to submit the First Annual Report of the work of this office, under the Children's Protection Act of Alberta, being for the year ending December 31st, 1909.

I have the honour to be, Sir

Your obedient servant,

(signed) R.B. Chadwick,
Superintendent

Department of Neglected & Dependent Children,
Under the Attorney General's Dept.

The Evolution of Laws For The Protection of Children

The historical evolution through which the laws for the protection of children have passed in reaching the present state, would make a most interesting article, and it isnot out of place to give a few paragraphs to that interesting history in the report of the work in Alberta.

Contract System

At the early part of the century the unfortunate child whose lot made him dependent upon others, was sold to the highest bidder for a term of years, the proceeds of his or her labour going to swell the profits of the contractor who had purchashed the right to extract in full the labour capacity of the child.

No distinction was made between dependence and crime, the mental or physical defective was classed as a criminal, and as such was sold to the highest bidder, to be worker for the profit of his owner.

Early in the century, hospitals for the mentally defective and physically sick were established. Then followed a more elaborate system of providing for the pauper and dependent and of distinguishing him from the criminal. The child was lost on the list to receive any serious attention, aside from that given by the Church, which had provided Orphanages, in connection with some of the convents in Great Britain and Europe, and as early as 1600 made some provision for thecare of neglected and dependent children.

As far as can be ascertained, the only Public Institution (not forming a part of an adult pauper or penal institution) existing in 1801 was the Charleston, S.C. Orphan Home. The history of the care of destitute children prior to 1875 has been that in most cases there has been a dismal failure; something over 89% of cases dealt with as dependent, drifting into the class of criminals, before they were finally lost trace of.

The first work of "Placing Children Out" or in foster homes under supervision was done by Germany during the Prussia-Austria war, in the summer of 1866. The people of the District of Liepsic were requested to receive the occupants of an orphanage, which was required for hospital purposes. The people received the children into their homes where they were supervised by the Orphanage authorities and when the time came to give the children up to go back to the Institution the important discovery was made that in nearly every case the children and the foster parents had grown so much into each other's lives that it would be a cruelty to separate them. Since that time Germany has used almost exclusively the foster home for the destitute child.

Austrailia has given the child problem more serious and thoughtful consideration than any country in the world. Nearly all dependent and in most cases delinquent children are placed in foster homes, to be either adopted or to be later returned to their home as normal children, in many cases, particularly those of delinquency, the families taking the children being paid for their keep. Austrailia fully recognizes that food and clothing and lodging are not the only elements that go into the make-up of a child's life, that if a child is to grow into a normal citizen it must learn self-help; that it must develop a fertile resourcefulness, in order to meet on an equal basis other children in the battle of life, moreover, the child must develop the desire for home ties which will result in its becoming a settled citizen with a circle of helpful friends.

The children placed out soon learn to look on the heads of the families with whom they are placed as their parents and strive to meet their wishes, in every way, as the contrast between the life left behind and the conditions of the foster home keeps alive the desire to do better in order not to fall back into the old life.

Much could be said showing the satisfactory results that have followed the early placing of children in foster homes in other countries. Cases where homeless children, taken in and cared for by worthy people during the helpless stage, have become the support and comfort of the foster parents in their declining years are common to the older countries, and in almost all cases the children during their after life look upon their foster parents with the same deep regard and affection that is usually bestowed upon parents.

The problems of dependent and delinquent children are so closely interwoven that they have been made one as far as circumstances will permit, in the Province of Alberta. One solution is offered for this great problem and that is assuming a child to be normal and the victim of abnormal circumstances, it will become normal under good home conditions.

No country in the world affords a better field for the solution of the problem of the dependent and delinquent child than does this Province. Many people are to be found who are able and willing to receive as their own children those who are in need of homes.

The Children's Aid Society of Winnipeg sent a large number of children to the Province of Alberta last year, while the American and British Societies for child protection and child immigration have found homes for some hundreds of children in Alberta.

The difficulty is not in finding a home cut in knowing that the home is the right one for the child and in keeping in close touch with the home until such time as the conditions warrant the absolute confidence of the Department in the ability of the foster parents to fulfill the conditions of their agreement.

Children's Aid Societies have been organized in Calgary, Edmonton, Lethbridge and Medicine Hat during the past year, and are doing excellent work in the carrying out of the objects of the Children's Protection Act.

Calgary and Edmonton have agents in the field looking after the interests of abused and neglected children, and arrangements have been made in both cities for the care of children in need of the protection by a Children's Shelter.

Committees have been appointed in the smaller places with the idea of enlarging such Committees to Societies as the need arises. Fortunately, most of the Committees so organized have not been called upon to do much active work in prosecution of parents or guardians for the neglect or abuse of children, their efforts as a rule, being confined to the finding of and reporting on possible foster homes for children, who have been made over to the care of the Department by order of the Court, or by parents or guardians who have proved unable or incompetent to provide for such children.

In cases of child neglect and cruelty, a warning from the local Children's Aid Society and Committee or from this office has been sufficient to change the whole condition of the home and the treatment of the children. All Children's Aid Societies and Committees throughout the Province are instructed to use every means within their power to improve the home conditions before taking the matter to a Court or making an application for the care or custody of the children. Cases have been taken to Court and released with the understanding that the home should be under the supervision of the local agent, and this has, as a rule, resulted in a decided improvement and in the sending of truant children to school, or in the steadying up of loose or idle parents to the place where they are self-respecting and considerate of the children's future.

Defective children present the most serious child problem that is being faced at the present time in Alberta. Fortunately, the number is very small, there being aside from deaf, dumb and blind children about twenty such children in the Province.

The parents of these children are, as a rule, too poor and too ignorant, to take proper care of them. Among the cases coming to the attention of this Department there are several cases of idiocy, two or three of cretinism, as well as other forms of mental and physical degeneracy, demanding the highest form of medical skill and expert knowledge.

Probation

The best work accomplished by the Department since its inception is the preventive work carried on through the cooperation of the various police departments of the towns and cities of the Province, the R.N.W.M. Police and the parents of the children involved.

When a child has its first break over the border into delinquency the parent is requested to call with the child at the local office of the Chief of Police or C.A.S. and talk things over. Home conditions, studies, and companion ship are discussed and the suggestion made that the child be put on probation for an indefinite time to report either to the Chief of Police or some competent party who has the interest of the child at heart.

The child signs an Agreement with the Police to behave and keep out of mischief; the parent signs his consent to his child's reporting and if an outside Probation Officer is used, he too attaches his name to the agreement to help keep the child on the right track. The parent is then supplied with a number of cards showing a full week for report on conduct, and time retired each day. These are countersigned by the Probation Officer and returned to the office in Edmonton. In the event of a series of good weeks a letter of regret and censure is forwarded.

When the parents give their cooperation to this plan, probation is the most successful way of handling the border-lander on delinquency yet discovered.

This plan puts within the power of the Probation Officer the supervision of the home, the breaking up of bad companionship and the reforming of bad habits. It gives him an opportunity to come in close contact with the child at his most impressionable time and to impress him with an influence that he will carry for life.

Probation is useless in cases of hardened habitual offenders. They regard it in the same light as "suspended sentence", and fail to report to their officer promptly.

Care and common sense have to be used in placing children on probation, in order that only first offenders or border-landers on delinquency may have its advantages.

Over 400 children have been dealt with by this plan during the last year, and only 20 of them were taken before the Courts of the Province for second offences.

The Need

The most pressing needs of the Province at the present time in its work of child-saving are: An Institution designed as a "parental" school, where children could be assembled and classified, the defective have his "defects" rectified or be sent to an Institution providing more expert treatment, the milder forms of delinquency referred and the degenerate passed out to a more severe type of Institution.

An arrangement with some Eastern or other Institution whereby young girls could be provided with the corrective methods of a Female Reformatory or Industrial School when the need of such treatment arises.

The compulsory attendance at school of children under the age of 14 years who are now roaming the streets of the towns and villages of the Province outside the authority of their parents or the laws of the Province.

The prohibition of the employment of children under the age of 14 years during school hours; prohibition of the employment of children under 12 years at any time except for purposes of messenger or errand boy service.

From Second Annual Report 1910 - 1911 Department of Neglected & Dependent Children under the Attorney-General's Department.

The first work done for children in the Province of Alberta, in an organized way, as far as the Government was concerned was done under the "Industrial School Act". At that time it was deemed advisable to introduce an Industrial School and an Act was prepared and passed by the Legislative Assembly and an amount was set aside to start such an Institution. The matter was further gone into and the scheme for the time at least, was abandoned in favor of an agreement with the Province of Manitoba whereby boys in need of care of a Reformatory Institution could be dealt with at the Industrial Training School of Portage La Prairie.

The first work done among neglected children was done under the Industrial School's Act but the Act was not wide enough to meet the requirements, consequently the Children's Protection Act was introduced in 1909.

The arrangements which the Department of Education have with the Province of Manitoba for dealing with the deaf and dumb children of the Province, and for dealing with the blind children with Ontario are most admirable.

Children's Aid Societies are in good working order in Medicine Hat, Lethbridge, Calgary and in Edmonton. The municipality of Lethbridge has a new Shelter in process of construction which will meet the needs of Lethbridge for some time to come. The municipality of Edmonton has a Shelter in process of construction which will cost in the neighborhood of $45,000.00. When completed the shelter in Edmonton will undoubtedly be the finest Children's Shelter in Canada. It is expected that this building will be ready for occupancy about January 1 (1912). The Calgary Shelter which is situated in the old Maternity Hospital has been renovated and put in good shape, and is accommodating most of the children from the southern part of the Province.

The Children's Shelters of the Province have taken care of the cases coming from outside points, i.e. points outside of municipalities wherein no shelters are situated, an arrangement being in existence whereby the local Children's Aid Society shall receive the care of a child for a guaranteed payment by the government. If a Court's Order is in existence after a child comes from a municipality, the sum is collected from the municipality and refunded to the government. This arrangement to the present time has been entirely satisfactory and should be allowed to continue.

The Need:

The most pressing needs of the Province at the present time in its work of child saving are:

(1) One or more women probation officers to head off the stream of young girls who are constantly drifting into lives of immorality and delinquency largely through ignorance.

(2) An Institution designed as a "parental" school, where children could be assembled and classified - etc.

(3) The establishment Of a home for wayward girls or an arrangement with some Eastern or other Institution wherein young girls could be provided with the corrective methods of a Female Reformatory or Industrial School when the need of such treatment arises.

(4) The introduction of an amendment to the Children's Protection Act whereby street trades among children will be licensed in all municipalities, and licenses will be required to wear in a conspicuous place on their clothing a badge provided by the local Police Department.

(5) An act to provide for the licensing of Infants Boarding Houses whereby it will be required that such houses will be inspected by the Medical Health Officer of the municipality in which they are situated in order that young children may not be exposed to conditions of neglect.

(6) An act for the licensing governing of Maternity Homes and Hospitals whereby proper registration of the infants born therein shall be made, and correct records of agreements of how such infants are disposed of be turned into the Medical Health Officer and the Department of Neglected Children.

(7) The Introduction of the Dominion Delinquents Act in order that the parents who contribute to the delinquency of children and encourage them in wrong doing may be prosecuted.

Development of Laws for the Protection of Children in Alberta.

March 5, 1908 - Industrial Schools Act - assented to by the Legislative Assembly of the Province, the bill having been introduced by the Hon. C. W. Cross, Attorney General of the Province.

The Act provided that the Attorney General was empowered to appoint a Superintendent of Industrial Schools. The appointment was made, the Superintendent was instructed to bring in a report and make recommendations as to the best methods of dealing with the problem of the delinquent and neglected child, in its relationship to Alberta. He was instructed to visit various points of interest on the American Continent. During the investigation some 45 Industrial Schools (for both sexes) were visited and their methods gone into, and an investigation into the systems of some 55 Juvenile Courts throughout the Continent.

The findings of the report as to the best laws for the protection of children were based on a consensus of judgment of the leaders in this particular section of sociological work, not only on the American Continent but others, such as Depart8ent of Justice of France and Germany, the Quarrier Schools System of Scotland, the Barnardo Association of Great Britain, the Child Emigration Societies of Norway and Sweden and the Department of Child Emigration of Austria.

The report of the Superintendent in reference to this matter was submitted to the Honourable Attorney General and at the Legislative Assembly of 1909 the Honourable C. W. Cross introduced the Children's Protection Act of Alberta. It was copied largely from the Children's Protection Act of Ontario.

1910 - Legislation controlling ages of boys entering pool rooms.

1912 - Juvenile Courts established in larger centres throughout the Province. The Judges of the Juvenile Court are appointed under the Children's Protection Act and are known as Commissioners.

Shelter in Edmonton completed - Mrs Bate, Matron.

April 1914 - The Dominion Juvenile Delinquents Act came into force in this Province.

1915 - Shelter completed in Calgary. Shelter at Medicine Hat under construction.

1918 - Department of Education put into operation a Temporary Shelter for feeble-minded children.

Legislature voted a sum of $20,000.00 to be used in assisting the municipalities of the Province in providing allowances for widows.

May 1919 - Mothers' Allowance Act passed in Alberta Legislature

Section 220A of the Criminal Code added re prosecutions of adults provide certain penalties for contributing to the neglect of children.

The Children's Protection Act required that all municipalitiesof 10,000 population and over shall provide places for the reception and care of children, and requiring such municipalities to appoint and pay officers to enforce this Act.

Free foster home placement was being widely used, and children were placed under a Foster Home Agreement. No legislation was in effect to make these children eligible for legal adoption. This gave rise to serious problems. A child assumed the name of the foster parents until it reached its 18th birthday and then there was no provision for a new birth certificate.

In 1922 this matter was taken up with the Attorney General's Department by the Superintendent of Child Welfare and legislation was passed (Vital Statistics Act) to provide full face birth certificates for adopted children. In some cases the Foster Home Agreement was recognized as an Adoption. Alberta was the first Province to put through this legislation.

Building Quality from Within: Just-In-Time Evaluations at the NCPC

By Donna Smith-Moncrieffe,

Senior Evaluation Analyst, National Crime Prevention Centre, Public Safety Canada;

Claude Lauzon,

Senior Evaluation Analyst, National Crime Prevention Centre, Public Safety Canada; and

Denis Jobin,

Manager Evaluation Unit, National Crime Prevention Centre, Public Safety Canada

National Crime Prevention Centre: Overview

The National Crime Prevention Centre (NCPC) is located within the Community Safety and Partnership Branch of the Department of Public Safety Canada. The NCPC contributes to the federal government's leadership role in sustaining community safety and administers the National Crime Prevention Strategy (NCPS). The major activities of the NCPS include the provision of grant and contribution funding to community-based crime prevention projects; the development of partnerships at local, provincial/territorial, national and international levels; and the development and transfer of knowledge to further the practice of crime prevention.

This paper will describe the context in which NCPC evaluations are currently carried out. Evaluation activity is just one of the ways in which the NCPC develops and disseminates knowledge to inform policy and program development for the benefit of all Canadian communities. The following elements will be described: building internal capacity; key concepts; managing quality evaluations; and clarifying the role of the NCPC Senior Evaluation Analyst (SEA) throughout the project cycle. Finally, a brief description of the key challenges in implementing evaluation activities will be shared.

Building Internal Capacity

To effectively manage evaluations throughout the regions, NCPC's policy, research and evaluation division has increased its internal capacity. NCPC Senior Evaluation Analysts are present in each regional office across Canada including British Columbia, the Prairie Provinces, Ontario, Quebec, the Atlantic Provinces, the Northern Territories and the national office in Ottawa. The SEA provides a consultative, supportive and monitoring role in the execution of varying types of simple to complex evaluations. They assess projects for their evaluability, their theory of change (illustrated via a logic model), their evidence base and their potential for reproducibility. SEA's also strengthen project officers and funding recipients' knowledge of evaluation design, data collection techniques and logic model development through advising and training related activities.

Defining Key Concepts

In 2007, the National Crime Prevention Strategy (NCPS) was repositioned to ensure that the strategy was more focused. One of the drivers for repositioning the NCPS included the need to focus on measurable results to provide a better return on investment for crime prevention dollars. By measurable, we mean that project objectives and outcomes should be tangible enough to provide evidence that crime related risk and protective factors have been favorably changed as a result of funded interventions.

The strategy is working towards this goal in two ways. First, the strength of an intervention may be measured by its 'design fitness', which incorporates a consistent and sound theory of change, in other words, a causal chain linking the risk factors with the targeted population, the intervention and expected outcomes. Secondly, the NCPS uses the knowledge base of existing successful interventions and funds project interventions that are essentially evidence-based, that is, projects that adopt activities that have previously demonstrated a positive impact on key risk and protective factors related to criminal behaviour and ultimately prevented crime.

Process and impact evaluations also require clearer defining to avoid confusion. All recipients of contributions are tasked with the responsibility of conducting a process evaluation for their respective projects, carried out either by the project recipient or an external evaluator/consultant. The process evaluation will primarily describe the extent to which a program was implemented as intended and will often review the extent to which the appropriate target group was reached. It is more formative by nature. On the other hand, impact evaluations focus on measuring change in short term outcomes (i.e. knowledge and attitude), intermediate outcomes (i.e. risk factors such as substance abuse) and long-term outcomes (i.e. reducing assaults, not joining a gang). It is more summative focused. The NCPC evaluation unit is responsible for the procurement of external contracted evaluations services to conduct rigorous impact evaluations. SEAs will also provide guidance and advice on process evaluations.

Managing Quality Evaluations

There is also the need to encourage evaluation practitioners to use rigorous evaluation designs that increase confidence regarding the extent to which observed outcomes can actually be attributed to an intervention. The evaluation unit encourages, where possible, the use of quasi-experimental designs, that measure variables before and after the implementation of an intervention with a treatment group (the group that receives the intervention) and a comparable control condition (the group that does not receive the intervention). This design, if carried out effectively, controls for internal threats to validity (factors outside of the program that can influence and affect the desired outcomes). Where more rigorous types of designs such as the randomized control trial and the longitudinal quasi-experiments cannot be achieved, we encourage the use of a single group (only one group receiving the intervention) pre- and post testing or a time series evaluation design. These designs can be considered acceptable in building the evidence of 'what works in crime prevention', especially when key internal threats to validity are taken into account. Wherever these evaluation designs aren't possible, NCPC will be open toward alternative approaches accompanied with a sound rationale of their justification.

When reviewing comprehensive evaluation frameworks, quarterly/semi-annual evaluation reports and final evaluation reports, the NCPC SEA attempts to increase the quality of evaluations by assessing reports utilizing the following four criteria: 1. Statistical Conclusion Validity; 2. Internal Validity; 3. Construct Validity; and 4. External Validity. The NCPC SEA advises and guides the project and external evaluation teams to ensure these areas have been addressed. The goal is to increase confidence in the evaluation results of an intervention's effect on its respective risk factors and target group, within a particular context. Table 1 illustrates examples of how the SEA uses the assessment criteria.

Table 1
Assessment Criteria Used to Contribute to High Quality Evaluations

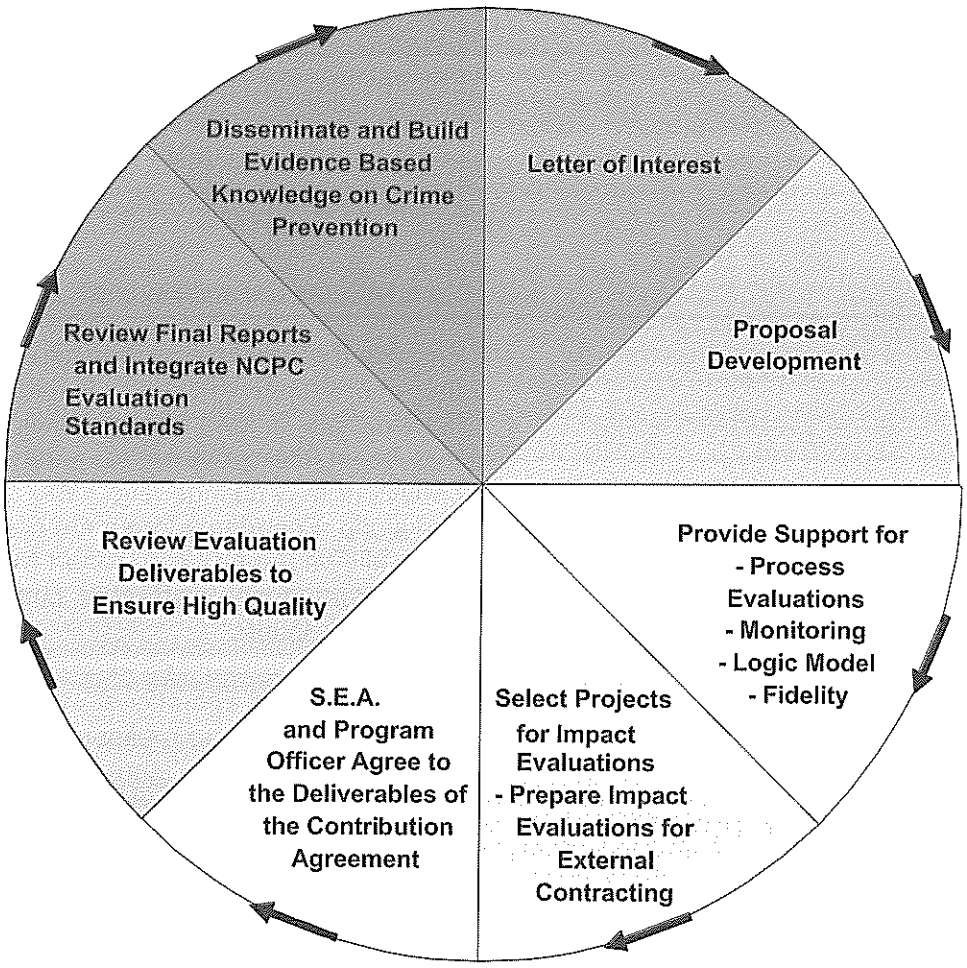
Criteria used to assess and contribute to high quality evaluations	Examples of Senior Evaluation Analysts Role
1. Statistical Conclusion Validity	Ensures that the statistical relationship between the presumed cause (intervention) and the presumed effect (outcomes) are statistically related. Ensures that the appropriate statistical tests are utilized. Sample sizes are appropriate.
2. Internal Validity	Ensures that the intervention can be attributed to the reported changes in the variables of interest. For example, in long term evaluations, maturation may be an internal threat to validity as youth's behaviour may change favourably as a result of age alone. Ensuring appropriate controls are in place allows the NCPC to report more confidently on the intervention's effect on changes among youth participants.
3. Construct Validity	Ensures that the operational measures assess what it is intended to measure. For example, encouraging validated instruments will increase confidence that measures of self-esteem, attitude and other important behavioural concepts are being accurately measured.
4. External validity	Ensures that the results are generalizable by encouraging multi-site testing among various target groups within different settings/environments and/or time.

Key Role of the NCPC Senior Evaluation Analyst (SEA)

Further defining the Senior Evaluation Analyst's (SEA) role and creating strategic project entry points are key components for increasing the quality of evaluations and in disseminating knowledge about what works in crime prevention. The following illustration (no.2) outlines the key activities where the SEA plays a role throughout the project lifecycle, for the Just-in-time evaluation model.

Just-in-time evaluation happens when the SEA is involved during the planning, implementation and final reporting stages of the project. This evaluation model differs significantly from the 'classic model' where evaluation occurs at the end of the project life cycle. Indeed, this comprehensive involvement in all aspects of the project life cycle –

Just-in-Time Evaluation at the NCPC: The Role of the Evaluation in the Project Life Cycle


Letter of Interest
Proposal Development
Provide Support for
- Process Evaluations
- Monitoring
- Logic Model
- Fidelity
Select Projects for Impact Evaluations
- Prepare Impact Evaluations for External Contracting
S.E.A. and Program Officer Agree to the Deliverables of the Contribution Agreement
Review Evaluation Deliverables to Ensure High Quality
Review Final Reports and Integrate NCPC Evaluation Standards
Disseminate and Build Evidence Based Knowledge on Crime Prevention

particularly in the early stages of project development – ensures that the project is: going to be ready for evaluation (evaluability); built around a sound and consistent theory of change; supported by evidence from evaluations of proven successful projects (evidence-based); subjected to a rigorous evaluation process; and that the evaluation findings will be widely disseminated to increase the knowledge base of effective crime prevention interventions.

Issues/Challenges

As the NCPC strives to fund evidence-based crime prevention projects, there are some challenges that the organization continues to address. First, funding interventions that have an evidence-based orientation is challenging especially where a majority of communities and practitioners are just starting to learn about 'what works' in crime prevention[1]. Working with community organizations and institutions to implement interventions that meet model and promising program criteria requires capacity, resources and time. A related challenge also is that the project recipients may still be working on refining their intervention to mirror a model or promising program while the external contracted evaluation team would be developing a process/outcome evaluation plan.

[1] Brandon Welsh in his report, Evidence-based crime prevention: scientific basis, trends, results and implications for Canada indicates that it has only been in recent years that there has been increased effort to improve the scientific basis of what works in crime prevention. (2007)

Second, the ability to evaluate complex crime prevention projects with the rigor required of a model and promising program is further aggravated by the nature and characteristics of target populations served by crime prevention projects. For example, there are challenges in engaging high risk youth gang members in treatment programs and in maintaining their interest over a long enough period to assess long term/sustainable change. Using rigorous evaluation designs that include a comparison/control group (i.e. quasi-experimental evaluation design) also may involve ethical dilemmas, such as of withholding services to those assigned to a control group who would at best only receive minimal services.

Third, there are issues related to multiple site evaluations. As NCPC aims to develop the knowledge base of effective practices and unpack the key elements of successful interventions, it will support the implementation of similar projects in multiples sites. This in turn will raise issues of timing and comparability. Timing because projects may not always begin at the same time and because evaluation contractors may begins work months after the project began. Comparability because of the methodological challenges that present with identifying common indicators and comparable measurement tools in different sites.

Fourth, the issue of managing quality evaluations based on evidence goes beyond the NCPC. To effectively address crime related risk factors, collaborating with other departments/ministries that focus on health, youth, education, social security and other determinants of crime is necessary so that interventions are holistic (i.e. wraparound approach). Facilitating these relationships with external departments/ministries is not only important for developing sound projects, but it is also important to ensure that other departments/ministries allow us to verify behavioral change via official records (i.e. school attendance, change in grades) beyond self-report during the evaluation.

Finally, like all other organizations, NCPC must work with community organizations to reduce their fears about evaluation. Many community organizations are concerned that conducting an impact evaluation may expose areas where the project is not achieving expected outcomes and potentially result in a discontinuation of funding. NCPC SEA's explain to community organizations that projects that have not been evaluated could actually lead to harmful effects within their targeted population. Beyond all of us agreeing that harmful interventions should indeed be discontinued, the issue really is to help organizations understand that evaluations are designed to improve and strengthen interventions for the benefit of communities.

The following five years will see the NCPC strongly emphasize the use of robust evaluations to inform the development of a sound knowledge base of effective crime prevention interventions in Canada. This will be fundamental to ensuring the sustainability of effective measures to prevent crime from occurring in the first place.

Développer la qualité de l'intérieur : le modèle de l'évaluation « Juste-à-temps » au CNPC

Par Donna Smith-Moncrieffe,

Analyste principale en évaluation, Centre national de prévention du crime, Sécurité publique Canada ;

Claude Lauzon,

Analyste principal en évaluation, Centre national de prévention du crime, Sécurité publique Canada ; et

Denis Jobin,

Gestionnaire, Unité d'évaluation, Centre national de prévention du crime, Sécurité publique Canada

Le Centre national de la prévention du crime: un aperçu

Le Centre national de prévention du crime (CNPC) fait partie de secteur de la sécurité de la population et des partenariats de Sécurité publique Canada. En tant qu'institution responsable de la Stratégie nationale pour la prévention du crime (SNPC) le CNPC contribue au rôle de leadership que joue le gouvernement fédéral pour garantir la sécurité de la population. Les principales activités du CNPC consistent à attribuer des subventions et à assurer le financement de projets de prévention du crime en milieu communautaire ; à développer des partenariats au niveau local, provincial/territorial, fédéral et international ; à développer et à disséminer des connaissances qui favorisent l'avancement des pratiques de prévention de la criminalité.

Dans cet article, nous nous proposons de présenter le contexte dans lequel le CNPC réalise des évaluations, une activité parmi d'autres au moyen desquelles le CNPC développe et diffuse des connaissances sur les politiques et les programmes de prévention au bénéfice des collectivités canadiennes. Les activités suivantes sont présentées ci-dessous : la mise en place des compétences internes, la définition de concepts clé, la gestion des évaluations de qualité et la clarification du rôle des analystes principaux en évaluation (APE) tout au long du déroulement du projet. Il s'agira enfin d'exposer brièvement les enjeux et les défis relatifs à la mise en œuvre des activités d'évaluation.

Développer des compétences internes

La division « Politiques, recherche et évaluation » a augmenté ses compétences internes afin de gérer de façon efficace les évaluations dans l'ensemble des régions. Chaque bureau régional, y compris la Colombie-Britannique, les Provinces des Prairies, l'Ontario, le Québec, les Provinces atlantiques, les Territoires du Nord-Ouest et le bureau central à Ottawa, disposent d'analystes principaux en évaluation. C'est au APE qu'il incombe de fournir des conseils et du soutien et d'assurer le suivi lors de la réalisation des différents types d'évaluations, soient-elles simples ou complexes. Ils jugent de la possibilité de faire des évaluations, des théories du changement sous-jacentes (à l'aide d'un modèle logique), des liens avec les résultats de la recherche scientifique et du potentiel de réplication. En outre, les APE renforcent les connaissances des responsables de projet et des récipiendaires

de subventions en matière de plans d'évaluation, de techniques de cueillette des données et de développement de modèles logiques, ceci au moyen de conseils et d'activités de formation.

La définition de concepts clé

En 2007, le Centre national de la prévention du crime (CNPC) a revu ses orientations pour s'assurer que ses stratégies soient davantage ciblées. Il s'agissait plus particulièrement de privilégier les programmes faisant état de résultats mesurables et de garantir ainsi de meilleurs rendements des investissements consentis dans le domaine de la prévention. Le terme « mesurable » signifie que les objectifs et les résultats des projets doivent être tangibles et démontrer que les projets subventionnés ont effectivement un impact positif sur les risques reliés au crime et sur les facteurs de protection.

La stratégie se propose d'atteindre cet objectif de deux façons. Premièrement, la force d'une intervention peut être mesurée à la pertinence et à la rigueur de sa conception (« design fitness »), comprenant une théorie du changement cohérente et solide, c'est-à-dire une chaîne causale mettant en relation les facteurs de risque avec la population ciblée, la nature de l'intervention et les effets attendus. Deuxièmement, le CNPC utilise les connaissances qui se dégagent des interventions ayant fourni la preuve de leur efficacité et subventionne des projets basés sur de telles connaissances, c'est-à-dire des projets qui adoptent des pratiques d'intervention ayant eu un impact positif sur les facteurs de risque et de protection relatifs aux comportements criminels et ayant contribué de façon efficace à prévenir le crime.

Il est important aussi de distinguer entre les évaluations des processus et les évaluations des effets afin d'éviter toute confusion. Tous les récipiendaires de financement sont tenus d'évaluer les processus de leur projet respectif, évaluation effectuée par les responsables du projet ou par un consultant/évaluateur externe. L'évaluation des processus consiste principalement à analyser le degré de correspondance entre les intentions du projet et sa réalisation, et à examiner dans quelle mesure la population ciblée a effectivement été atteinte. La nature de l'évaluation est dans ce cas formative. L'évaluation des effets quant à elle est centrée sur la mesure de changements à court terme (connaissances, attitudes), à moyen terme (facteurs de risque, comme l'abus de substances) et à long terme (réduction du nombre d'agressions ou le fait de ne pas s'associer à un gang). Il s'agit en l'occurrence d'une évaluation sommative. L'unité d'évaluation du CNPC veille à ce que les évaluations des effets, réalisées par des consultants externes, le soient de façon rigoureuse. Il lui incombe également de fournir des conseils et des directives lors de l'évaluation des processus.

La gestion des évaluations de la qualité

Il faut également encourager les personnes chargées de l'évaluation à utiliser des plans d'évaluation rigoureux qui garantissent que les effets observés peuvent être attribués à l'intervention. L'unité d'évaluation recommande, pour autant que ceci soit possible, l'utilisation de plans quasi expérimentaux, comprenant une mesure des variables avant et après la mise en place d'une intervention, ainsi qu'un groupe expérimental (qui fait l'objet de l'intervention) et un groupe témoin comparable (qui n'est pas soumis à l'intervention). Cette méthode, si appliquée de façon adéquate, permet de contrôler les facteurs qui mettent en danger la validité interne (les facteurs externes au programme qui influencent les résultats). Si les méthodes les plus rigoureuses, comme le plan d'expérience avec randomisation ou l'étude longitudinale quasi expérimentale, ne peuvent pas être appliquées, nous recommandons l'utilisation de prétests et de post-tests sur un seul groupe (celui qui est soumis à l'intervention) avec un plan d'évaluation basé sur l'analyse de séries temporelles. Ces approches peuvent être considérées comme acceptables lorsqu'il s'agit de démontrer ce qui « fonctionne » en matière de prévention, à condition qu'elles tiennent compte des principaux facteurs menaçant la validité interne. Si aucun de ces procédés d'évaluation ne peut être mis en place, le CNPC est tout à fait ouvert à des approches alternatives, pour autant qu'elles soient justifiées par des arguments valables.

Dans l'examen de cadres d'évaluation globaux et de rapports d'évaluation trimestriels ou semestriels, le chef analyste en évaluation du CNPC essaie d'améliorer la qualité de l'évaluation en utilisant les critères suivants : 1) la validité des conclusions statistiques, 2) la validité interne, 3) la validité conceptuelle («

construct validity ») et 4) la validité externe. L'analyste principal en évaluation s'assure, par des conseils et des directives, que les responsables des projets et les consultants externes tiennent compte de ces critères, afin d'augmenter la confiance dans les résultats de l'évaluation des effets d'une intervention sur les facteurs de risque et sur la population ciblée dans un contexte déterminé. Le tableau 1 donne un exemple de l'utilisation des critères d'évaluation.

Tableau 1 – Critères utilisés pour améliorer la qualité des évaluations

Critères pour l'examen de la qualité	Exemples du rôle joué par l'APE
1. Validité des conclusions statistiques	Il s'assure de la présence d'une relation statistiquement significative entre la cause présumée (l'intervention) et l'effet présumé (le résultat) Il s'assure que des tests statistiques adéquats ont été utilisés Il s'assure que la taille de l'échantillon est adéquate
2. Validité interne	Il s'assure que les changements observés au niveau des variables dépendantes peuvent être attribués à l'intervention. Dans des évaluations à long terme, par exemple, il se peut que le processus de maturation menace la validité interne dans la mesure où le comportement des jeunes change en fonction de l'âge. En s'assurant que l'impact de facteurs externes au programme a été contrôlé, le CNPC est en mesure d'avoir plus de confiance dans la fiabilité des effets de l'intervention sur le comportement des jeunes ciblés par celle-ci.
3. Validité conceptuelle (construct validity)	Il s'assure que les indicateurs utilisés mesurent effectivement ce qu'ils étaient censés mesurer, en préconisant par exemple l'utilisation d'instruments déjà validés pour la mesure de l'estime de soi, d'attitudes spécifiques ou d'autre concepts comportementaux pertinents.
4. Validité externe	Il s'assure que les résultats sont généralisables, en encourageant la réalisation de tests dans plusieurs localités, auprès de groupes différents, dans des contextes et environnements différents et à des moments différents.

Le rôle de l'analyste principal en évaluation (APE) du CNPC

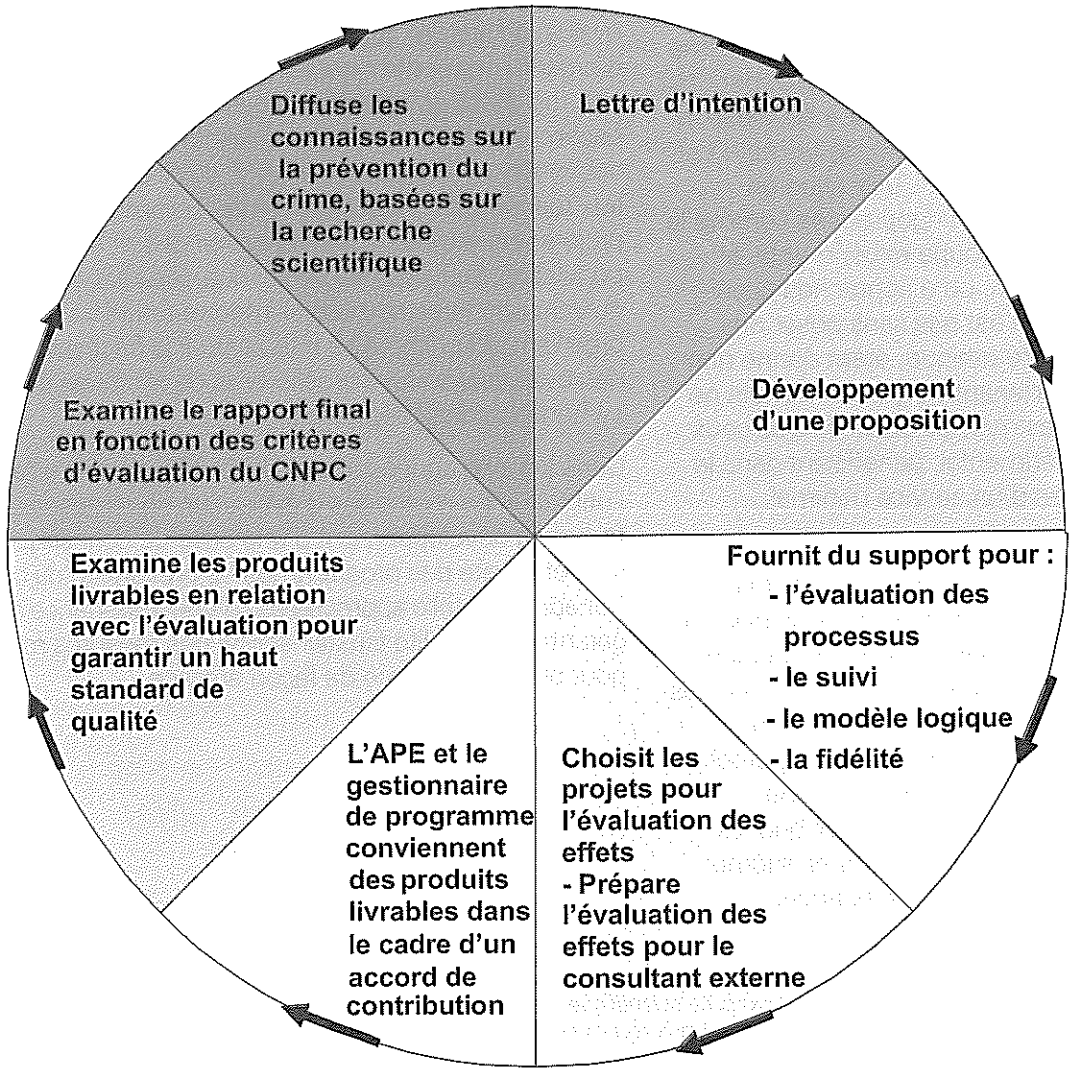
Pour augmenter la qualité des évaluations et pour diffuser les connaissances sur ce qui fonctionne en matière d'évaluation, il est essentiel de définir le rôle de l'APE et de créer des points d'ancrage stratégiques projet. Le graphique ci-dessous donne un aperçu du rôle de l'APE tout au long de la durée du projet, selon le modèle de l'évaluation « Juste-à-temps »

Nous avons une évaluation "Juste-à-temps" lorsque l'APE est impliqué dans la planification, la mise en place et les différentes étapes de la rédaction du rapport final d'un projet. Ce modèle d'évaluation se détache de façon significative du modèle classique, selon lequel l'évaluation n'intervient qu'à la fin du projet. En effet, l'implication de l'APE dans tous les aspects et toutes les phases du projet – tout particulièrement dans les phases initiales de son développement – garantit que le projet va être : prêt pour l'évaluation; construit sur la base d'une théorie du changement solide et cohérente ; basé sur les preuves fournies par l'évaluation de projets s'étant montrés efficaces (basés sur la recherche scientifique) et soumis à un processus d'évaluation rigoureux, les résultats de l'évaluation étant diffusés de façon à augmenter la base de connaissances relative à des programmes efficaces d'intervention en prévention du crime.

Enjeux et défis

Dans son effort pour financer des projets de prévention du crime basés sur la recherche scientifique, le CNPC est confronté à des défis de taille. Premièrement, subventionner des interventions qui s'inspirent d'une approche scientifique de la prévention ne constitue pas une tâche aisée, compte tenu que la majorité des collectivités locales et des praticiens

Évaluation "Juste-à-temps" au CNPC: le rôle de l'évaluation dans les différentes étapes du projet


Lettre d'intention
Développement d'une proposition
Fournit du support pour :
- l'évaluation des processus
- le suivi
- le modèle logique
- la fidélité
Choisit les projets pour l'évaluation des effets
- Prépare l'évaluation des effets pour le consultant externe
L'APE et le gestionnaire de programme conviennent des produits livrables dans le cadre d'un accord de contribution
Examine les produits livrables en relation avec l'évaluation pour garantir un haut standard de qualité
Examine le rapport final en fonction des critères d'évaluation du CNPC
Diffuse les connaissances sur la prévention du crime, basées sur la recherche scientifique

commencent à peine à comprendre ce que cela signifie[1]. Le travail avec les organismes communautaires et les institutions en vue de réaliser des interventions remplissant les critères de programmes modèle ou prometteurs, demande des compétences, des ressources et du temps. Un autre défi du même genre se présente lorsque les responsables d'un projet sont encore à mettre au point les détails de leur intervention en prenant comme exemple des programmes modèle ou prometteurs, tandis que les évaluateurs externes développent un plan d'évaluation des processus et des effets.

Deuxièmement, aux difficultés relatives à l'évaluation de projets complexes de prévention du crime, qui répondent aux standards rigoureux des programmes modèles ou prometteurs, viennent s'ajouter celles qui relèvent de la nature et des caractéristiques de la population visée. Par exemple, amener des jeunes à haut risque affiliés à un gang à participer à un programme de traitement et maintenir leur intérêt pendant la période de temps nécessaire à l'évaluation de changements durables à long terme n'est certes pas une sinécure. L'utilisation de méthodes d'évaluation rigoureuses comme la comparaison d'un groupe expérimental et d'un groupe témoin, ou d'approches quasi expérimentales, n'est pas sans poser des problèmes d'ordre éthique, étant donné que les jeunes appartenant au groupe témoin ne reçoivent pas les mêmes services que ceux du groupe expérimental, bénéficiant dans le meilleur des cas d'un service minimal.

Il y a troisièmement les enjeux relatifs à l'évaluation de projets implantés en différentes localités. Le CNPC soutient la mise en place de ces projets dans la mesure où ils contribuent à développer les connaissances sur les pratiques efficaces et à identifier les ingrédients clé d'interventions réussies. Mais cette approche soulève des problèmes de timing et de comparabilité. D'une part, il se peut que les projets ne commencent pas tous en même temps et que les évaluateurs externes amorcent leurs travaux plusieurs mois après le début des projets. D'autre part, l'identification d'indicateurs et d'instruments de mesure communs aux projets réalisés dans différentes localités pose des défis méthodologiques de taille.

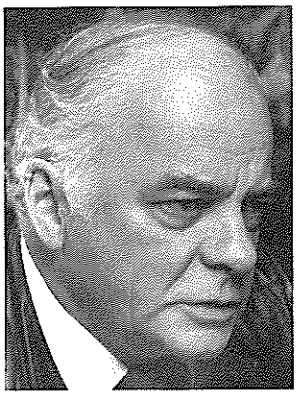
Quatrièmement, il faut tenir compte du fait que la gestion d'évaluations de qualité basées sur la recherche scientifique n'implique pas seulement le CNPC. Pour agir efficacement sur les facteurs de risque reliés à la criminalité, il importe d'adopter une approche holistique (dite « wraparound ») et par conséquent de collaborer avec les instances et les ministères qui s'occupent de la santé, de la jeunesse, de l'éducation, de la sécurité sociale et autres domaines pertinents. De bonnes relations avec ces instances gouvernementales sont importantes non seulement pour développer des projets solides, mais aussi parce qu'elles facilitent l'accès à des données administratives (comme celles relatives à la fréquentation des écoles ou au passage d'un niveau scolaire à l'autre) permettant d'identifier des changements de comportement au-delà des informations fournies par les participants au projet dans le cadre de l'évaluation.

Enfin, le CNPC doit composer avec des organismes communautaires et essayer de réduire les craintes que toute évaluation suscite auprès de ceux-ci. En effet, beaucoup d'organismes communautaires craignent que les évaluations, une fois établi que certains projets ne produisent pas les effets escomptés, auront comme résultat l'interruption des subventions. Il appartient à l'APE du CNPC de faire comprendre aux responsables des organismes communautaires que des projets non évalués pourraient avoir des effets nocifs sur la population ciblée. S'il va de soi que des interventions nuisibles doivent être interrompues, il importe toutefois d'aider les organismes concernés à mieux saisir la nécessité d'effectuer des évaluations afin d'améliorer et de renforcer les interventions au bénéfice des collectivités.

Dans les cinq années à venir, le CNPC va mettre l'accent sur l'utilisation de méthodes d'évaluation rigoureuses afin de donner forme au développement d'une base de connaissances solides sur l'efficacité des programmes de prévention du crime au Canada. Une telle approche est d'une importance capitale pour garantir la durabilité (sustainability) des mesures mises en place pour prévenir le crime de façon efficace.

[1] Brandon Welsh, dans son rapport intitulé *L'approche scientifique en prévention du crime : fondements, tendances, résultats et implications pour le Canada,* démontre que ce n'est que récemment que l'on a pu noter des efforts concertés en vue d'améliorer la base scientifique des pratiques efficaces en matière de prévention du crime. (2007)

Le sport soustrait au Code?



Par Laurent Laplante,

Commentateur pigiste

La bulle s'est aplatie aussi vite qu'elle s'était gonflée. Le lendemain de la tumultueuse partie de hockey entre l'équipe junior de Québec et celle de Saguenay, tout le monde exprimait sa nausée : photos morbides à la une, titres dénonciateurs, protestations scandalisées et unanimes des médias et des personnalités politiques. Montée aux barricades, la ministre québécoise de l'Éducation, des Sports et des Loisirs s'engageait à décontaminer le hockey de ses bagarres et à rallier ses homologues des autres provinces à un encadrement sportif plus civilisé. Deux couchers de soleil plus tard, les scandalisés d'hier retournaient à leurs mots croisés ou à leurs séances de Nautilus. Les joueurs impliqués et les entraîneurs avaient écopé tantôt d'une suspension de deux parties, tantôt de trois de plus tantôt de sermons sirupeux. On regrettait, on promettait, on s'excusait. Puis, on a tourné la page. Tel chroniqueur du quotidien Le Soleil coiffait son commentaire d'un titre révélant sa compréhension du problème : « Les Remparts (de Québec) s'en tirent bien. » À ses yeux, l'essentiel était, semble-t-il, que l'équipe locale conserve son admirable dynamisme.

Le décalage entre les réactions épidermiques et le retour au ronronnement usuel laisse peu d'illusions sur la suite des choses : la violence continuera à empoisonner divers sports et tout particulièrement le hockey, « sport national des Canadiens », et les arénas retentiront longtemps encore des assauts théoriquement interdits par le code criminel. Quand à ceux, tristement nombreux, qui affectionnent les « sports extrêmes », ils trouveront encore leur pâture grâce aux patinoires. À croire qu'aucun policier ne regarde le hockey et que les procureurs de la Couronne définissent la violence de la même manière que les propriétaires de clubs. On consacrera des millions à la lutte contre les « gangs de rues », mais on abandonnera les patinoires aux matamores. Les milieux enseignants s'inquiéteront à juste titre du déferlement de la cyberintimidation, mais parents et éducateurs oublieront que des milliers de jeunes sont insécurisés chaque fois qu'ils sautent sur une patinoire. Au point que les parents sensés se demandent si, en raison de risques excessifs, ils doivent priver leurs enfants de la socialisation que le sport rend possible.

On accepte le risque?

On connaît la réplique. Paraît-il, en effet, que les joueurs de hockey, jeunes ou adultes, acceptent les risques qui vont de pair avec cette activité. Il s'agit, déclarent les spécialistes autoproclamés, d'un sport viril et les femmelettes, comme les coeurs sensibles, n'ont qu'à s'abstenir ou à regarder ailleurs. Ce sophisme recrute des adeptes jusque dans les milieux juridiques. Le procureur de la Couronne contemple la jurisprudence et conclut qu'il perd son temps à dénoncer devant un tribunal la violence que se permet le hockey. Rares sont, en tout cas, ceux qui, comme McMurtry, en Ontario, ont porté des accusations contre tel ou tel fier-à-bras de la Ligue nationale de hockey (NHL). De fait, plusieurs juges ont accepté cette version trompeuse et lénifiante de la réalité : quiconque joue au hockey sait que la violence en fait partie. Au passage, bien sûr, on répète que celui qui a expédié un rival à l'hôpital n'avait à coeur que le triomphe de son équipe et qu'il n'avait surtout pas l'intention de blesser son adversaire. Même si l'adversaire se retrouve en fauteuil roulant, il n'y a pas de mens rea.

Le sport, le hockey en particulier, devient ainsi une enclave autonome dans l'organisation sociale, une sorte de réserve légale où le code criminel est inopérant. Les véritables responsables de la protection des citoyens et de l'ordre social, législateurs, policiers, procureurs ou magistrats, s'en remettent ainsi aux promoteurs du soin de définir les règles, de distinguer le tolérable de l'inadmissible, de choisir entre la brutalité racoleuse et le spectacle acceptable. Dans la Ligue junior majeure du Québec (LJMQ), le préfet de discipline est donc choisi par les propriétaires d'équipes et il a depuis longtemps appris à ne pas dépasser le seuil de tolérance de ses employeurs. Il lui incombe de sauver les apparences sans inquiéter la poule aux oeufs d'or. Le conflit d'intérêts est manifeste, la complaisance passe avant la décence, les tractations favorisent les capitaux investis et l'image des commanditaires. Pas de quoi troubler les irresponsables et les brutes.

Le gouvernement du Québec, qui, pendant quelques heures, a fait mine de déchirer sa tunique virginale devant un spectaculaire déferlement de brutalité a même aidé à ce dérapage. L'administration de la justice qui lui incombe, il l'a confiée à un cercle privé obsédé de dividendes pécuniaires ou publicitaires. En effet, au nom d'on ne sait quelle atrophie du sens social, le gouvernement du Québec a aboli sa propre Régie de la sécurité dans le sport ! Celle-ci avait pourtant commencé à assainir certains bas-fonds du monde sportif, depuis celui de la lutte jusqu'à la descente casse-cou dans les stations de ski. Grâce à elle, les promoteurs de boxe hésitaient à renvoyer entre les câbles un pugiliste victime de mises hors de combat trop rapprochées. Élémentaire, mon cher Watson ? Bien sûr, mais encore fallait-il qu'un État civilisé enseigne cette évidence aux maquignons. En jetant sa propre Régie par-dessus bord, le Québec a parié sur le sens des responsabilités des propriétaires de clubs de hockey, avec le résultat que l'on a pu observer dans les reportages : un joueur substitut quitte le banc des joueurs, se précipite dans la direction qu'indique le doigt de son entraîneur de père (Patrick Roy) et va servir une râclée à un opposant qui encaisse les coups sans se défendre. Code criminel? Connais pas.

Tout pour la carrière?

Pour bien montrer que cette violence est inévitable et acceptée par les jeunes joueurs, on met en lumière leur ambition : tous, ils aspirent à joindre les rangs des équipes professionnelles. On en déduit un corollaire implacable : pour conserver ses minuscules chances d'accéder au circuit prestigieux et enrichissant, le jeune joueur doit se montrer sinon bon bagarreur, du moins encaisseur peu plaignard. Et la ministre de l'Éducation, des Sports et des Loisirs du Québec de tirer sa déprimante conclusion : rien ne sert à une ligue québécoise de punir la brutalité si toutes les pépinières de la Ligue nationale de hockey (LNH) n'en font pas autant. En somme, sous peine de fermer aux jeunes hockeyeurs québécois l'accès à la LNH, il faut laisser libre cours aux préférences des divers cercles de propriétaires. Logique impeccable qui comporte un double avantage : elle donne bonne conscience sans obliger à tenter quoi que ce soit.

Pourquoi ne pas plaider de nouveau?

Nonobstant les réelles difficultés, aucune collectivité ne saurait laisser la loi de la jungle gouverner sous ses yeux des pans entiers de l'activité sportive. Certes, les mesures incitatives sont préférables, du moins en théorie, aux coercitions et aux épées de Damoclès. Quand, cependant, la preuve est faite que l'incitation ne rapporte rien, le devoir des pouvoirs publics devient incontournable : ou ils agissent ou ils deviennent complices des abus. Dans le cas du sport

et plus spécifiquement du hockey, les preuves de la complaisance des diverses ligues surabondent : tous savent que les aspirants professionnels du hockey sont privés de la protection du code criminel. Assauts, voies de faits, blessures, tels sont les risques qui les confrontent.

Quand des investisseurs pourtant adultes et vaccinés sont filoutés par de beaux parleurs, les pouvoirs publics finissent par leur venir en aide. Quand des travailleurs sont intimidés par des entreprises qui détestent le syndicalisme, les lois et les tribunaux offrent leur soutien. Quand sévissent les différents types de harcèlement psychologique ou sexuel, des recours viennent contrer les abus de pouvoir. Pourquoi, dès lors, des mineurs sont-ils livrés aux brutes comme les chrétiens étaient offerts aux lions dans les cirques antiques?

Les tribunaux, dira-t-on, ne comprendront pas du premier coup? Peut-être. C'est pourtant une mauvaise excuse pour ne pas leur rappeler le problème. Il aura fallu des générations avant que la femme violée soit mieux traitée par les tribunaux. Les thèses du docteur Morgentaler n'ont pas triomphé dès le premier procès. Les piquets de grève furent longtemps interdits par le code criminel. Et combien d'oeuvres littéraires n'ont obtenu qu'à force de démarches judiciaires le droit de circuler librement? Pourquoi notre société, nos procureurs de la Couronne et nos policiers devraient-ils, face à l'intimidation dont sont victimes des milliers de jeunes, considérer comme une réponse sociale définitive le regard distrait que la magistrature d'hier a pu jeter sur le problème.

News From Affiliates

The Alberta Criminal Justice Association

Presents

J. Kevin Cameron

PATHWAYS TO VIOLENCE

"New Dimensions In Understanding And Evaluating The Evolving Nature Of Violence In Our Communities"

Threatening incidents are not unusual but when should those threats be taken seriously? What are the indicators that a violent and/or intended outcome is probable and who are the most likely to carry out this threatened act?

From Columbine, Taber, Dawson College and the all too familiar incidents of domestic violence and murder, we are often surprised and shocked by the nature of the act and the person(s) involved – ***but should we be?*** Was it just a matter of someone being "pushed to the brink of destruction" or were the indicators there for the astute person to see, digest and then react in an appropriate legal fashion?

This workshop has a wide range of application and should be attended by those working in **law enforcement**, *schools*, **domestic violence**, *victim's services*, **courts**, *correctional institutions*, **youth work**, *shelters*, **community residential centres**, *mental health*, **probation**, *parole*, **security** and other areas of social control. The understanding and co-operation between agencies responsible for managing and responding to the risk of violence is critical for timely intervention.

This ***one-day workshop*** will present ***new dimensions*** in understanding the ***evolving nature*** of a violent and preventable act. The content is enlightening and works to unravel the ***pathways*** that violent outcomes appear to take while at the same time expounding upon the need for ***collaborative action*** amongst the various stakeholders in the community. That's why we all need to attend this very important workshop.

Edmonton
Sept. 22, 2008
8:00 – 4:30

Lister Conference Centre – Wild Rose Room, University of Alberta campus; 87 Ave and 116 Street, Edmonton. 492-6057

Parking is available in Lot M, as well as at the Jubilee Auditorium and Varsity Parking lot. Permits are purchased from the dispenser in lot M (coin or credit card) and from attendent in the other lots.

Edmonton event co-sponsored by -
U of A Criminology Program

Calgary
Oct. 8, 2008
8:00 – 4:30

Centre For Continuous Learning
Mount Royal College
4825 Mount Royal Gate S.W.

Workshop participants should enter the campus at the intersection of Mount Royal Gate SW, (formerly 50th Ave SW), and Richard Rd., and may park in visitor lot **V-1** for free, as part of their registration costs.

Calgary event co-sponsored by -
Mount Royal
Criminal Justice Program

ACJA Members
$90*
Non-members
$110*
Students
$35*

Registration is easy ...

ABOUT THE PRESENTER

J. Kevin Cameron, M.Sc., R.S.W., B.C.E.T.S., B.C.S.C.R.

Board Certified Expert in Traumatic Stress
Diplomate, American Academy of Experts in Traumatic Stress
Executive Director, Canadian Centre for Threat Assessment and Trauma Response

Kevin Cameron is a "transplanted Maritimer", now living in the windy city of Lethbridge Alberta. Over the past ten years he has become renowned (more in the U.S. than Canada) for his knowledge and understanding of violent behaviour and as an outstanding workshop presenter. He spent several years working with violent offenders from youth to adults and in this process, began to study the dynamics of this somewhat mystical phenomenon. In concert with the Royal Canadian Mounted Police Behavioural Sciences Branch, he developed Canada's first comprehensive ***Violence Threat/Risk Assessment*** training program for police, probation, mental health, administrators, and others charged with ensuring a safe family, work, school, and community environment.

During the April 28/99 ***school shooting*** incident in ***Taber***, Kevin led the Taber Response Team in the school-based, community and school division crisis response to the initial impact of Canada's first random-type, high profile school shooting. Two weeks later, the Alberta Government seconded Kevin for the sole purpose of taking a regional lead in understanding and recovering from the traumatic aftermath of the shooting. He was subsequently invited to Washington by the U.S. State Department, U.S. Department of Education, and the OECD to participate in an "***International Meeting on Helping Schools Prepare for and Respond to Terrorist Attacks***".
As a systems therapist, Kevin is interested in the impact of trauma on individuals but just as important, the impact of trauma on systems (families, schools, communities, provinces, country, etc) and why some trauma is relatively confined to a single system while others result in a traumatic response that affects multiple systems. Of particular note is Kevin's fascination with the concept of "***entitlement***", a concept he first introduced as a key factor in understanding ***aftermath recovery***.

Kevin specializes in the "***dynamics of violence***" that often result in family, school, community, and workplace violence that includes a combination of site specific dynamics, family dynamics of the offender, and individual functioning issues between an offender and their potential target(s). He consults regularly with organizations, communities, and government officials regarding issues of crisis/trauma in schools, workplace, and communities as well as threat assessment and violence prevention. In 2004 Kevin was appointed ***President*** of the ***Canadian Council for Threat Assessment and Trauma Response***

Seats are limited in both cities so early registration is advised ...

To register for <u>either</u> event please <u>phone</u> ...

Family Violence Prevention Centre of the Edmonton John Howard Society

780-423-1635

(Business hours only)

Payment can be made via cheque, visa or M/C.

Receipts will be provided at registration desk on the day of event.

Registration for Edmonton will end when tickets sold or by Sept. 12th

Calgary by Sept. 26th

*** Event fee includes coffee service, and a full lunch on site.***

Join us for this dynamic presentation brought to you by ...

<u>The ACJA</u>

2008 EDITION / ÉDITION 2008

DIRECTORY OF JUSTICE SERVICES
RÉPERTOIRE DES SERVICES DE JUSTICE

(ISSN: 0225-4115)

The Canadian Criminal Justice Association publishes the Directory of Justice Services on an annual basis. There is no other book like it in Canada. It provides complete addresses, telephone and fax numbers, e-mail and web page addresses, and names of persons responsible for most justice services in Canada: police commissions, RCMP divisions, legal aid services, crime compensation boards, ombudsmen, courts, parole boards, correctional services for juveniles and adults, prisoner aid agencies, court workers, voluntary organizations, etc.

Ce livre est publié annuellement par l'Association canadienne de justice pénale et contient les adresses, les numéros de téléphone et de télécopieur, les adresses de courriels et de page web, ainsi que les noms des personnes responsables de la majorité des services de justice au Canada : divisions de la GRC, commissions des droits de la personne, services d'aide juridique, académies de police, protecteurs du citoyen, tribunaux, commission des libérations conditionnelles, services correctionnels (jeunes/adultes), aide aux prisonniers, auxiliaires de justice, organismes bénévoles, etc.

Price

CCJA members:
$30 + $5 per copy for postage & handling + GST
CCJA members residing in Ontario:
$30 + $5 per copy for postage & handling + GST & PST
Non CCJA members:
$35 + $5 per copy for postage & handling + GST
Non CCJA members residing in Ontario:
$35 + $5 per copy for postage & handling + GST & PST
Foreign:
$35 + $7 per copy for postage & handling

Prix

Membres de l'ACJP :
30$ + 5$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS
Membres de l'ACJP résidants de l'Ontario :
30$ + 5$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS & TVP
Non-membres de l'ACJP :
35$ + 5$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS
Non-membres de l'ACJP résidants de l'Ontario :
35$ + 5$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS & TVP
À l'extérieur du Canada :
35$ + 7$ par exemplaire pour poste/manutention

Please send me _____ copy(ies) of the directory. / Veuillez me faire parvenir _____ exemplaire(s) du répertoire. I have enclosed the sum of $_____ based on rates listed above. / J'ai joint la somme requise de _____$ en fonction des prix indiqués ci-dessus.

GST/TPS #: 118830660

For secure on-line orders : www.ccja-acjp.ca/en/directory-services.html
Pour commandes en ligne sécurisées: www.ccja-acjp.ca/fr/services-justice.html

All orders must be prepaid – Payment can be made :
Toutes les commandes doivent être pré-payées - Vous pouvez payer :

☐ **by cheque to / par chèque, payable à :** CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION/
ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE
1750, Courtwood Crescent, #308, Ottawa, ON K2C 2B5
Tel./Tél : (613)725-3715 – Fax/Téléc. : (613)725-3720
E-mail/Courriel : ccja@bellnet.ca - Internet : www.ccja-acjp.ca

☐ **or by credit card / ou par carte de crédit :**

☐ VISA ☐ MASTERCARD ☐ DINERS CLUB/enROUTE ☐ AMERICAN EXPRESS

_____
(Card No./No.de carte) (Expiry Date/Date d'expiration)

_____
(Name as it appears on the card/Nom apparaissant sur la carte) – **Please print/En lettres moulées svp**

Name/nom : _____

Address/adresse : _____

City/ville : _____ Province/State : _____ Country/Pays : _____

Postal Code postal/Zip Code : _____ Tel./Tél. : _____

2007 - 2008 EDITION / ÉDITION 2007-2008

DIRECTORY OF SERVICES FOR VICTIMS OF CRIME
RÉPERTOIRE DES SERVICES AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

(ISSN: 0847-3668)

Provides a brief description of the services and assistance available from the vast majority of agencies/organizations concerned about victims in Canada. It also includes addresses, telephone and fax numbers, as well as e-mail and web site addresses for approximately 1,000 listings. A useful tool for victims of crime and criminal justice practitioners.

On y retrouve une brève description des services et de l'aide offerts par la très grande majorité des organismes canadiens que le sort des victimes préoccupe. Il inclut également l'adresse, les numéros de téléphone et de télécopieur, ainsi que les adresses de courriel et de site web pour quelque 1 000 organismes. Un outil utile pour les victimes d'actes criminels et les praticiens du domaine de la justice pénale.

Price

CCJA members:
$30 + $7 per copy for postage & handling + GST
CCJA members residing in Ontario:
$30 + $7 per copy for postage & handling + GST & PST
Non CCJA members:
$35 + $7 per copy for postage & handling + GST
Non CCJA members residing in Ontario:
$35 + $7 per copy for postage & handling + GST & PST
Foreign:
$35 + $9 per copy for postage & handling

Prix

Membres de l'ACJP :
30$ + 7$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS
Membres de l'ACJP résidants de l'Ontario :
30$ + 7$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS & TVP
Non-membres de l'ACJP :
35$ + 7$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS
Non-membres de l'ACJP résidants de l'Ontario :
35$ + 7$ par exemplaire pour poste/manutention + TPS & TVP
À l'extérieur du Canada :
35$ +9$ par exemplaire pour poste/manutention

Please send me _____ copy(ies) of the directory. / Veuillez me faire parvenir _____ exemplaire(s) du répertoire. I have enclosed the sum of $_____ based on rates listed above. / J'ai joint la somme requise de _____$ en fonction des prix indiqués ci-dessus.
GST/TPS #: 118830660

All orders must be prepaid – Payment can be made :
Toutes les commandes doivent être pré-payées - Vous pouvez payer :

For secure on-line orders :
www.ccja-acjp.ca/en/directory-services.html
Pour commandes en ligne sécurisées:
www.ccja-acjp.ca/fr/services-justice.html

❑ **by cheque to / par chèque, payable à :** CANADIAN CRIMINAL JUSTICE ASSOCIATION/
ASSOCIATION CANADIENNE DE JUSTICE PÉNALE
1750, Courtwood Crescent, #308, Ottawa, ON K2C 2B5
Tel./Tél : (613)725-3715 – Fax/Téléc. : (613)725-3720
E-mail/Courriel : ccja@belinet.ca - Internet : www.ccja-acjp.ca

❑ **or by credit card / ou par carte de crédit :**

❑ VISA ❑ MASTERCARD ❑ DINERS CLUB/enROUTE ❑ AMERICAN EXPRESS

_____
(Card No./No.de carte) (Expiry Date/Date d'expiration)

_____
(Name as it appears on the card/Nom apparaissant sur la carte) – **Please print/En lettres moulées svp**

Name/nom : _____

Address/adresse : _____

City/ville : _____ Province/State : _____ Country/Pays : _____

Postal Code postal/Zip Code : _____ Tel./Tél. : _____

CANADIAN JOURNAL OF CRIMINOLOGY AND CRIMINAL JUSTICE

REVUE CANADIENNE DE CRIMINOLOGIE ET DE JUSTICE PÉNALE

1750 Courtwood Crescent # 308, Ottawa, Ontario, Canada, K2C 2B5
Tel./Tél. (613) 725-3715 - Fax/Téléc.: (613) 725-3720 - E-mail/Courriel: ccja@bellnet.ca - Web: www.ccja-acjp.ca

VOLUME 50 (2008)

Edited by Professor Peter J. Carrington, University of Waterloo, the **Journal** is the only Canadian quarterly in the field of criminology and criminal justice that has been published regularly since 1958. Almost 50 years of facts and views on Canada's criminal justice system have now been collected. The **Journal** is the technical publication of the Canadian Criminal Justice Association.

The Annual Subscription Rates for the printed version only, the electronic version only, or both are as follows:

	Printed	Electronic	Both
Individual**	$ 65.00*	$ 60.00*	$ 75.00*
Student**	$ 40.00*	$ 35.00*	$ 45.00*
Institutional***	$125.00*	$125.00*	$145.00*
Single issue	$ 30.00*	n/a	n/a

* ***Plus GST / Canadian funds***

** ***Individual*** subscribers (including students) are those who subscribe to the *Journal* for their own personal use. Students must provide a proof of their student status.

*** ***Institutional*** subscribers are: corporations, departments, institutes, faculties, agencies, libraries, etc.

Subscribers outside Canada do not pay GST but they must add $20.00 for postage and handling per volume, ($5.00 per issue). Payment must be in US funds only.

GST #118830660

Rédacteur : le Professeur Peter J. Carrington de l'Université de Waterloo. La **Revue** est le seul trimestriel canadien dans le domaine de la criminologie qui est publié régulièrement depuis 1958. La collection contient maintenant près de cinquante ans de données et de réflexions sur la justice pénale au Canada. La **Revue** est le périodique technique de l'Association canadienne de justice pénale.

Les tarifs pour abonnements annuels pour la version papier seulement, la version électronique seulement, ou les deux suivent :

	Papier	Électronique	Les deux
Individuel**	65,00 $*	60,00 $*	75,00 $*
Étudiant**	40,00 $*	35,00 $*	45,00 $*
Institutionnel***	125,00 $*	125,00 $*	145,00 $*
Le numéro	30,00 $*	n/a	n/a

* ***Plus TPS / Devises canadiennes***

** Les abonnés ***individuels*** (y compris les *étudiants*) sont ceux qui reçoivent la *Revue* pour leur usage personnel. Les étudiants doivent fournir une preuve de leur statut d'étudiant.

*** Les abonnés ***institutionnels*** sont les sociétés, les ministères, les institutions, les facultés, les agences, les bibliothèques, etc.

Les abonnés hors Canada ne paient pas la TPS, mais doivent ajouter un supplément de 20,00 $ pour port et manutention pour chaque volume, (5,00 $ par numéro). Paiement accepté en devises américaines seulement.

TPS #118830660

For secure on-line orders :
www.ccja-acjp.ca/en/directory-services.html
Pour commandes en ligne sécurisées:
www.ccja-acjp.ca/fr/services-justice.html

I wish to subscribe to the Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice / Je désire m'abonner à la Revue canadienne de criminologie et de justice pénale

Name / Nom _____

Address / Adresse _____

Country / Pays _____ Postal Code / Code postal or Zip code _____

I wish to pay by / Je désire payer par :

☐ **Credit Card / Carte de crédit :** ☐ VISA ☐ MASTERCARD ☐ DINERS CLUB/enROUTE ☐ AMERICAN EXPRESS

_____
(Card No. / No. de carte) (Expiry Date / Date d'expiration)

_____
(Name on the card - please print / Nom sur la carte - en lettres moulées S.V.P.) (Signature)

☐ **Cheque / Chèque :** Please make your cheque payable to the publisher: University of Toronto Press / Veuillez libeller votre chèque au nom de la maison d'édition : University of Toronto Press and mail to / et poster à : University of Toronto Press, Division Journals, 5201, rue Dufferin Street, Toronto, ON, Canada, M3H 5T8.

☐ **On line / Internet :** https://www.utpshop.com/journals/subscribeform2.php

Coming Events / Prochains Événements

(Published in the language submitted / Publiés dans le langage soumis)

2008

August 9 – 14 / du 9 au 14 août
138TH CONGRESS OF CORRECTION

Host/hôte : American Correctional Association
Place/endroit : New Orleans, Louisiana, U.S.A.
Information/renseignements : American Correctional Association, Convention Department, 206 North Washington Street, Suite 200, Alexandria, VA 22314-2528 U.S.A. Tel/tél. : (800) 222-5646 ext. 1922. Fax/téléc. : (301) 918-8198. Web : www.aca.org

September 3 – 5 / du 3 au 5 septembre
8th ANNUAL CONFERENCE OF THE EUROPEAN SOCIETY OF CRIMINOLOGY

Place/endroit : Edinburgh, Scotland
Information/renseignements : E-mail/courriel : eurocrim2008@ec.ac.uk
Internet : www.lifelong.ed.ac.uk/eurocrim2008/

September 11 – 12 / les 11 et 12 septembre
2e CONGRÈS INTERNATIONAL FRANCOPHONE "PSYCHIATRIE ET VIOLENCE"

Host/hôte : Institut Philippe-Pinel de Montréal et Département de psychiatrie du CHUV de Lausanne
Theme/thème : *« Psychiatrie et violence : Quel est le risque acceptable ? »*
Place/endroit : Lausanne, Suisse
Information/renseignements : Jean-Luc Dubreucq, M.D., Directeur de l'enseignement, Institut Philippe-Pinel de Montréal, 10905 , boul. Henri-Bourassa Est, Montréal, QC H1C 1H1. Tel/tél : 514-648-8461 poste 558. Fax/téléc. : 514-881-3706. E-mail/courriel : marois_danielle@ssss.gouv.qc.ca Web : www.pinel.qc.ca

October 22 – 24 / du 22 au 24 octobre
11th WORLD CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR RESTORATIVE PRACTICES

Theme/thème : *Restoring Community in a Disconnected World*
Place/endroit : Holiday Inn Select Toronto Airport, Toronto, Ontario, Canada
Information/renseignements : internet: http://www.iirp.org/on08

2009

January 9 – 14 / du 9 au 14 janvier
AMERICAN CORRECTIONAL ASSOCIATION 2009 WINTER CONFERENCE

Place/endroit : Kissimmee, Florida, U.S.A.
Information/renseignements : American Correctional Association, Convention Department, 206 North Washington Street, Suite 200, Alexandria, VA 22314-2528 U.S.A. Tel/tél. : (800) 222-5646 ext. 1922. Fax/téléc. : (301) 918-8198. Web : www.aca.org

August 7 – 12 / du 7 au 12 août
129th CONGRESS ON CORRECTION

Host/hôte : American Correctional Association
Place/endroit : Nashville, Tennessee, U.S.A.
Information/renseignements : American Correctional Association, Convention Department, 206 North Washington Street, Suite 200, Alexandria, VA 22314-2528 U.S.A. Tel/tél. : (800) 222-5646 ext. 1922. Fax/téléc. : (301) 918-8198. Web : www.aca.org

Problem Solving Justice

Une justice axée sur les solutions

32nd Canadian Congress on Criminal Justice

October 28 – 31, 2009

Halifax, Nova Scotia

32e Congrès canadien de justice pénale

28 – 31 octobre 2009

Halifax, Nouvelle-Écosse

Canadian Criminal Justice Association and
Nova Scotia Criminal Justice Association

Association canadienne de justice pénale et
Association de justice pénale de la Nouvelle-Écosse